LE PEUPLE BRETON

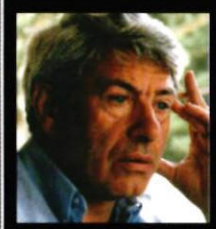
L'UDB ADOPTE UNE NOUVELLE CHARTE



SKOLVAN

16 ANNÉES DE FEST-NOZ

L'INVITÉ



Roger GICQUEL

EXCLUSIF :

une interview de René Quéméré Président de la Chambre d'agriculture du Finistère

POBL VREIZH

LE PEUPLE BRETON
N° 438/ 20 F
AUJOURD'HUI, ÊTRE LIBRE, C'EST ÊTRE INFORMÉ
MEZHEVEN/JUIN 2000

L'invité du Peuple Breton

Il faut qu'on en parle

Je me répète encore ces simples mots d'Alain Stivell dans sa déclaration personnelle lors du rassemblement contre la violence terroriste le 8 mai dernier. Je me les répétais déjà en m'éloignant, sous la pluie d'orage, de la place du Parlement à Rennes, tout en remerciant le ciel d'avoir attendu, symboliquement peut-être, la fin du recueillement. Je songeais aussi à la spontanéité de cette femme, au premier rang de quelques 2 000 personnes : *"C'est très bien tout ce qui s'est dit, mais pourquoi a-t-il fallu la mort de quelqu'un pour que les Bretons se rassemblent pour dire "Non" aux attentats?"* Tandis que caméras et micros s'affairaient autour de personnalités qui voulaient qu'on sache la vraie nature, pacifique et démocratique, des aspirations des Bretons, j'acquiesçais de la tête en marchant. Il faut qu'on se parle!... Mais pour quoi dire ? Avec quel vocabulaire ? Allez dire à la famille de Laurence Turbec, à ses parents, à ses sœurs qui ne s'en remettent pas, à ses collègues de travail : "Plus jamais ça!"; **ça**, s'est passé chez eux, à Quévert... Quels mots pour effacer l'image du corps déchiqueté par la connerie criminelle ?

La vie continue en Bretagne. Il faut qu'on se parle. Entre Bretons, d'abord. Fin du silence sur les attentats. S'expliquer, dire pourquoi on se rassemble dans des circonstances tragiques, on s'unit dans de légitimes grands combats (mémoire du CELIB, de Plogoff, récentes manifestations populaires pour l'eau pure, pour le refus des déchets nucléaires, etc), mais on reste divisés, éparpillés, se suspectant les uns les autres, dès qu'il s'agit d'organiser l'avenir sur la base de l'identité, des spécificités bretonnes. De ses extrémismes brouillons et violents, de droite comme de gauche, la Bretagne pourrait faire elle-même son affaire, car tout corps social bien constitué est amené à résorber ses abcès.



Mais quand elle pourrait former pour elle-même un grand projet politique et économique unitaire, traversant les courants de pensée, on la voit souffrir d'une sorte de blocage psychologique. N'est-il pas du domaine du possible de susciter l'adhésion populaire à un tel projet ? Puis de vérifier démocratiquement cette adhésion ? Sont-ils de doux rêveurs ceux qui imaginent, en outre, pouvoir calmer les frayeurs quasi-moyennâgeuses des partis de l'alternance hexagonale, au point de les amener à participer à des réformes dignes de ce nom pour des régions sans doute plus mâtures que certains de leurs leaders politiques ?

Blocage des mots et des concepts ruinés par l'histoire et la langue de bois...

Voici une quinzaine d'années, un universitaire proposait de se repérer *"dans la jungle sémantique de l'emsav* (après 1945) *: autonomie, régionalisme, nationalisme, séparatisme, indépendantisme, socialisme breton..."*, *dans un ouvrage intitulé, à mon grand émoi, "Le séparatisme en Bretagne"* (1). Les temps changent, les idées aussi, rendant bien des mots obsolètes. Cependant qu'en Europe, l'autonomie régionale s'affiche sans complexe. Et encore deux mots : les représentants de l'État pourraient-ils cesser de nous "déconcentrer" avec les à-peu-près de la "décentralisation" ? Faire dégorger la sémantique pour trouver le mot juste définissant l'émancipation des individus et des collectivités leur permettant de conduire leurs affaires et leur destin, selon leur propre culture, ce serait un début.

Bretagne, région alors partenaire à part entière, en France, en Europe, dans le monde... Mais je rêve !

D'ici là, il faut qu'on se parle. Que cesse le dialogue de sourds parasité par les porte-voix de la démagogie. Il est vrai que quand les mots sont marteaux-pilons de la pensée unique d'un ministre de l'Intérieur, au nom d'une citoyenneté réduite au carcan, il devient acrobatique de s'empêcher de lui parler sur le même ton.

Roger Gicquel

(1) Michel Nicolas, éditions Belten.

Souscription

Le million de centimes est ce mois-ci atteint. Et nous sommes au milieu de l'année. Si l'effort de nos amis lecteurs ne se relâche pas, nous serons au rendez-vous de nos espérances.

Face aux tirages substantiels de la presse commerciale, ceux de la presse militante sont dérisoires. N'oublions jamais que nous ne nous battons pas à armes égales avec la pensée unique.

Aidez-nous à augmenter notre influence.

Fromenteau Janig, Nantes, 10 F ; Cleach Louis, Quimper, 300 F ; Guihard Julienne, Le Havre, 30 F ; Le Bihan Pierre, Saint-Malo, 20 F ; Russon Alexandre, Pornichet, 20 F ; Le Rhun Pierre, Saint-Herblain, 50 F ; Kervadec Nicole, Auray, 20 F ; Rouanet Arnaud, Pessac, 50 F ; Lacroix Bernard, Brest, 10 F ; Ballot J-Noël, Brest, 50 F ; Quemener J-Pierre, Chateaulin, 40 F ; Le Montreer J-Pierre, Lannion, 50 F ; Querrien Joël, Montfort, 20 F ; L'Hereec Patrick, Plouaret, 100 F ; Lincoln Andrew, Plouguerneau, 120 F ; Martin Hervé, Trébeurden, 100 F ; Vourc'h Grégoire, Paris, 100 F ; Morisset Dany, Nantes, 20 F ; Treguer J-Jacques, Marseille, 100 F ; Laferrierre Joseph, Rennes, 50 F ; Drean Yves, Rennes, 30 F ; Joncquemat Armand, Paris, 50 F ; Scarniere Philippe, La Baule, 100 F ; Marchand J-Claude, Quiberon, 50 F ; Lyvinec Hervé, Kerlouan, 40 F ; Fromenteau Jeanne, Nantes, 10 F ; Magot J-Noël, Versailles, 40 F ; Guihard Josiane, Argenteuil, 40 F ; Le Berre, Yves, Penmarc'h, 50 F ; Bianvet J-Yves, St Grégoire, 20 F. **Total mois : 1690 F - Total année 2000 10.902 F.**

LE PEUPLE BRETON/POBL VREIZH

Mensuel - BP 203, 56102 Lorient cedex

Tél. 02.97.21.21.82

Fax 02.97.64.75.47

Responsable de la publication : Joël Guégan

Responsable de la rédaction : Ronan Leprohon

Rubriques culturelles : Jean-Jacques Monnier

Responsable de la diffusion : Jean-Yves Drillet

Abonnements, administration : 9 rue Pinot Duclos, 22000 St-Brieuc. Tél-fax 02.96.61.54.11

Publicité : au journal

Éditeur : Les Presses Populaires de Bretagne

Composition, impression : IMPRAM, Lannion

CPAP : 66132

Dépôt légal : 2e trimestre 2000

Sommaire

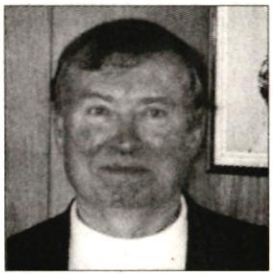
Juin
Mezheven
2000



La campagne anti-bretonne, orchestrée de chez nous, mais très efficacement amplifiée par les médias nationaux, effraye un peu certains militants culturels ou politiques. Elle est faite pour cela....

Mais, a contrario, d'autres puisent dans cette adversité, une volonté renouvelée de lutter pour l'idée bretonne. En témoigne la confection de ce numéro du P.B. Jamais, nous n'avons eu autant de matière, jamais autant de collaborations spontanées, jamais autant d'encouragements non plus.

Quelque chose me dit que notre lutte va sortir renforcée en raison même de l'outrance de nos adversaires...



●

Ce mois-ci, nous faisons une large part, bien sûr, à la politique avec l'actualité (pages 2, 3 et 6), mais aussi avec les raisons même de notre engagement (pages 4 et 5).

L'économie est au tout premier rang aussi avec la longue interview du président de la Chambre d'agriculture du Finistère (pages 8, 9 et 10) ; ainsi qu'une salutaire indignation sur la Netéconomie (pages 10 et 11).



Après les pages en breton, les médias (page 19), l'Europe (page 20) et la culture sont au cœur de nos préoccupations et dans ce numéro théâtre (page 23) et musique (pages 24, 25, 32) se succèdent.

Sans oublier notre rubrique "Livres", si appréciée.

●

Ce mois-ci, et c'est encore un signe, le courrier est si abondant que nous ne pouvons pas tout publier ! Nous gardons des lettres, notamment en breton, pour le mois prochain.

Ecrivez au P.B. : c'est votre journal, mais songez aussi à vous abonner, si ce n'est déjà fait, car nous avons besoin de vous dans le moment.

Merci et bonne lecture à tous.

Ronan Leprohon



Le crédit-photo de couverture : Skolvan : Photo Vincent Erlé Manuel
R. Gicquel : D.R.

L'affaire Roparz Hemon :

révélateur des silences sur le passé antisémite de la France

Au terme d'une campagne hystérique de dénigrement des associations de promotion de la langue bretonne, savamment orchestrée depuis deux ans par quelques organisations confidentielles où se rencontrent dans un curieux mélange le trotskisme et le nationalisme français le plus virulent, la commission permanente du Conseil général du Finistère vient de demander à l'association d'enseignement Diwan de débaptiser le collège Roparz-Hemon du Relecq-Kerhuon. Cette démarche inédite a été très largement médiatisée.

Cette affaire politico-médiatique, car c'en est une, suscite un sentiment de malaise chez les démocrates, car elle met en lumière l'indignation très sélective de certains milieux dits progressistes quand il s'agit de pourfendre le racisme et l'antisémitisme et de juger du comportement des hommes durant la Seconde guerre mondiale. En effet, si certains écrits de Roparz Hemon et son attitude sous l'Occupation allemande peuvent lui être, à juste titre, reprochés et justifier que son nom n'apparaisse plus au fronton d'un bâtiment scolaire, comment admettre que tant de rues et de collèges de France continuent à porter le nom d'antisémites notoires ? Y aurait-il un antisémitisme et un racisme respectables ?

Si la volonté de faire la lumière sur la vie et l'œuvre de Roparz Hemon nous semble légitime au nom du devoir de mémoire (c'est ce à quoi l'association Diwan s'employait depuis plusieurs années), il nous paraît indispensable d'élargir le débat à l'ensemble de la société française. Afin de replacer la polémique autour de Roparz Hemon dans un contexte plus général, nous invitons le lecteur de bonne foi à ressortir de sa bibliothèque ou à découvrir *« L'idéologie française »*, un ouvrage de Bernard-Henri Lévy publié par les éditions Grasset et Fasquelle en 1981 et toujours disponible au Livre de Poche. Dans cet ouvrage où l'auteur dissèque ce qu'il nomme lui-même un *« fascisme aux couleurs de la France »*, on mesure combien l'antisémitisme et le racisme furent, hélas, une opinion largement répandue dans la société française tout au long du XIX[e] siècle et jusqu'au milieu du XX[e] avec les conséquences tragiques que l'on sait.

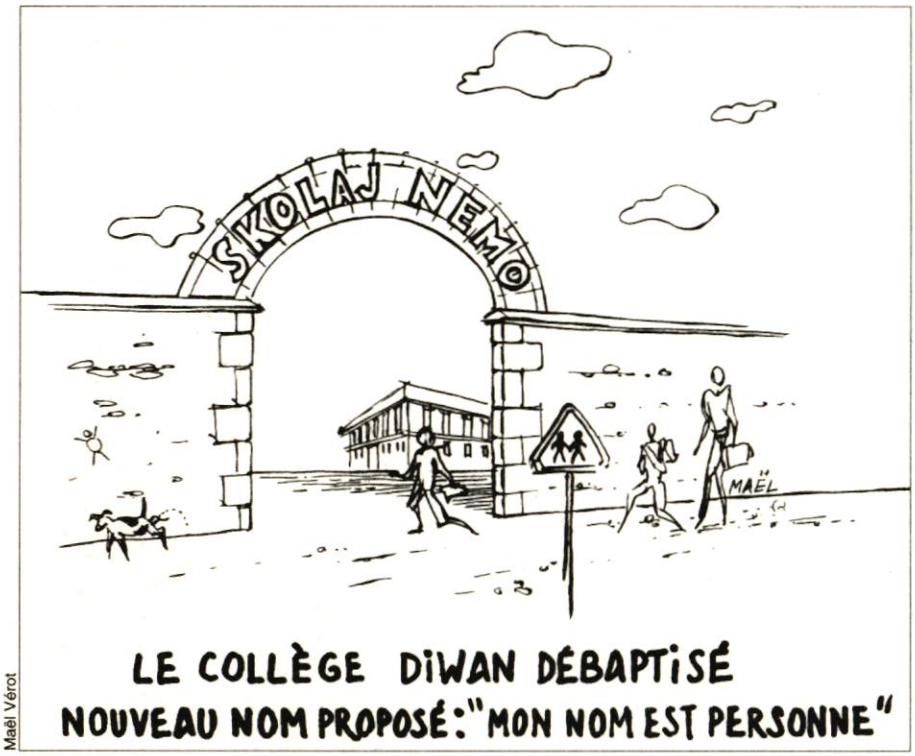
Sait-on assez que *« La France juive »* d'Edouard Drumont, qui connut 114 éditions dans la seule année de sa parution (1886), fut avec la *« Vie de Jésus »* d'Ernest Renan le plus grand succès de librairie du siècle ? 1886, c'est la III[e] République... Renan, parlons-en. S'il est natif de Bretagne, c'est bien la France républicaine qui l'a porté aux nues et c'est Laurent Fabius, en tant que président de l'Assemblée nationale, qui lui rendit il y a peu un vibrant hommage sur ses terres. Or Renan a commis cet écrit : *« L'inégalité des races est constatée »* (*« L'avenir de la science »*, préface de 1890). Et c'est son alter ego Hippolyte Taine, une autre grande figure de la République, qui écrivait en 1863 que les *« races aryennes »* étaient éprises *« du beau et du sublime »*, et les *« races sémitiques »* éternellement *« fanatiques »* et *« bornées »* (*« Histoire de la littérature anglaise »*).

« Renan et Taine vécurent bien avant 1940 », nous objectera-t-on. Certes, mais comment pourrait-on s'expliquer le zèle que la police de Vichy mit dans la rafle du Vel d'Hiv si l'on ignore (ou que l'on feint d'ignorer) que l'antisémitisme et le racisme avaient des racines très profondément ancrées dans la société française ?

Mais replaçons-nous donc dans ces années noires. Georges Bernanos, unanimement présenté comme le plus grand écrivain catholique français du XX[e] siècle, décrit le maître de demain comme un *« petit cireur de bottes yankee, un marmot à tête de rat, demi-saxon, demi-juif, avec on ne sait quoi de l'ancêtre nègre au fond de sa moelle enragée »* (*« La grande peur des bienpensants »*). Gageons que si Roparz Hemon avait commis cet écrit, c'est son œuvre toute entière qui eût été mise à l'index.

Voilà quelques exemples non limitatifs choisis parmi les écrivains et les « intellectuels », ce que fut Roparz Hemon à sa façon. Tous les noms ici cités sont considérés comme partie intégrante du patrimoine français et leur mémoire est régulièrement honorée par la République, ses ministres et ses collectivités locales. Pourquoi deux poids, deux mesures ?

Etudions maintenant l'attitude des politiques, ce que n'était pas Roparz Hemon. Le citoyen qui a emmagasiné un minimum de culture historique n'ignore pas que plusieurs des responsables les plus en vue du régime de Vichy et du parti allemand étaient issus des rangs de la gauche française où ils avaient souvent assumé des fonctions éminentes. Jacques Doriot, chef du PPF, ancien député du Parti communiste. Marcel Déat, chef du RNP qui fit encore acte d'allégeance à Hitler en 1945, ancien



Maël Vérot

député SFIO et ministre de la République en 1936. Adrien Marquet, ministre de l'intérieur de Vichy, ancien député-maire SFIO de Bordeaux. Pierre Laval, enfin, chef du gouvernement de Vichy, ancien leader du Parti radical-socialiste et ministre quasi-incontournable tout au long des années trente. « Mais aucun de ceux-là n'a donné son nom à un collège », nous dira-t-on. Exact, mais si tant d'hommes issus de la gauche française ont versé dans la Collaboration la plus abjecte, c'est parce que l'antisémitisme et le racisme n'étaient pas des exclusivités de la droite. Bien avant 1940 (mais aussi après 1945 !) l'antisémitisme et le racisme ont sévi sous la plume d'hommes dits de gauche qui ont chacun leur rue dans les villes de France dirigées par une majorité de gauche. Deux exemples illustreront notre propos.

Pierre-Joseph Proudhon d'abord. Considéré comme un des maîtres à penser du socialisme français, souvent opposé à Karl Marx pour sa « modération », Proudhon a écrit que *« les juifs sont une race »* qui *« envenime tout »* et *« se fourre partout »*. Plus d'un demi-siècle avant Adolf Hitler, Proudhon préconisait de *« renvoyer les juifs en Asie »* ou de les *« exterminer »*. Mais sa « modération » le conduisait à *« tolérer les vieillards qui n'engendrent plus »* (cité par A. Ritter dans *« The political thought of Pierre-Joseph Proudhon »*, Princeton University Press, 1969). Brest a sa rue Proudhon. Monsieur Pierre Maille, maire de Brest et président du Conseil général du Finistère, va-t-il décider de débaptiser la rue Proudhon ?

Plus proche de nous, Benoît Frachon, alors secrétaire général de la CGT et membre éminent du PCF, écrivait dans L'Humanité en 1967 (oui ! 1967) pour rendre compte d'une cérémonie au mur des Lamentations à Jérusalem : *« assistaient à ces saturnales deux représentants d'une tribu cosmopolite de banquiers bien connus du monde entier : Alain et Edmond de Rothschild »*. Et comme si l'abject n'était pas déjà atteint, Frachon d'ajouter : *« Le spectacle faisait penser que, comme dans Faust, c'était Satan qui conduisait le bal. Il n'y manquait même pas le Veau d'Or toujours debout qui, comme dans l'opéra de Gounod, contemplait à ses pieds, dans le sang et la fange, le résultat de ses machinations diaboliques »*. (L'Humanité, 17 juin 1967). Toutes les villes de Bretagne qui comptent des communistes dans leur majorité municipale ont une rue Frachon. Qu'attend-on pour débaptiser les rues Frachon ?

Christian GUYONVARC'H

Devoir de mémoire ou utilisation de la mémoire ?

J'ai été surpris par les propos des deux enseignants communistes lannionnais dans le dernier *Trégor*. à propos de Roparz Hémon : « le mouvement culturel breton vaut mieux que la filière autonomiste ». La III[e] République refusait de reconnaître les droits culturels des minorités linguistiques et interdisait les langues régionales, à l'école et dans la vie publique, à l'instar des régimes fasciste et nazi. Depuis 1951, malgré des dizaines de propositions de lois, le Parlement n'a voté aucune loi sur l'enseignement des langues et de l'histoire régionales. Les assemblées régionales n'ont que 3 % des recettes et des pouvoirs ridicules au regard ce qui se fait ailleurs en Europe. Je ne crois pas à la volonté régionale des partis politiques hexagonaux qui alternent au pouvoir depuis plus d'un demi-siècle et qui n'ont jamais tenté de mettre en place le système de péréquation entre régions que l'Allemagne applique avec succès depuis 1948. J'agis pour une France et une Europe fédérales et progressistes. Je suis pour une large autonomie de toutes les régions. Je suis donc autonomiste, au sens strict, et je refuse les amalgames diffamatoires avec l'extrême-droite.

Les droits élémentaires sont encore refusés à la langue bretonne, la Charte des langues régionales allait les faire un peu mieux respecter. Confortés par Chirac, les nationalistes français jacobins, de gauche comme de droite, qui ne supportent pas qu'on parle une autre langue qu'eux, sont passés à l'attaque contre « le nationalisme breton », en focalisant leurs attaques sur le linguiste Roparz Hémon, dont je ne partage évidemment pas les options politiques. En se servant de l'Histoire comme alibi. Comme si la collaboration n'avait pas d'abord été un grand problème français. Comme si les pleins pouvoirs à Pétain n'avaient pas été votés par la grande majorité des parlementaires, notamment socialistes[1], de l'époque ! Comme si la direction du Parti communiste n'avait pas refusé la guerre contre l'Allemagne nazie en la qualifiant de « guerre impérialiste »[2] ! Comme si d'éminentes personnalités honorées aujourd'hui n'étaient pas passées par Vichy, à commencer par François Mitterrand. Comme si des militants bretons n'étaient pas entrés dans la Résistance, et pour certains, morts en déportation…

L'honnêteté historique consiste aussi à reconnaître la complexité de cette époque tragique, qui a vu nombre d'intellectuels se déconsidérer. La liste[3] de personnes qui avaient été en contact avec la Gestapo mérite d'être publiée tout entière, plutôt que d'en tirer un nom à des fins polémiques et politiciennes. On ne va pas reprocher aux communistes d'aujourd'hui la lettre de François Billoux à Pétain pour témoigner contre Blum au procès de Riom ! Ni même le génocide cambodgien, au nom du communisme.

Le passé n'appartient à personne. Restituer sa richesse et sa complexité pour que chacun le comprenne, c'est le travail difficile de l'historien. Cela exige retenue, confrontation et débat.

Jean-Jacques MONNIER, historien

1) La totalité des 98 francs-maçons, lit-on dans le Quid, qui fait une toute petite erreur.

2) D'où l'interdiction du PCF, comme celle du PNB, en 1939.

3) Que les deux enseignants ci-dessus ont prétendu avoir étudiée.

"L'HUMANITÉ" RACISTE !



Vous avez bien lu : ce dessin raciste est paru, non dans le journal de Le Pen, mais dans le quotidien du Parti commluniste français le 28 avril dernier. A gerber !

Et le plus beau, c'est que la saleté de ce dessin de Luz tombe sous le coup de la loi Gayssot (ministre PCF) contre le racisme !



Une nouvelle Charte pour une nouvelle UDB

(adoptée le 29 avril 2000 à Ploemeur/Plañvour)

Article 1 : L'Union démocratique bretonne (UDB) est un parti politique qui rassemble les Bretons d'origine ou d'adoption et les amis de la Bretagne conscients de l'existence du peuple breton. L'UDB agit pour la reconnaissance des droits du peuple breton au niveau de l'Etat français, de l'Union européenne et des instances internationales.

Article 2 : L'UDB agit dans l'ensemble de la Bretagne et milite pour sa réunification administrative.

Article 3 : L'UDB agit pour la construction d'une Europe fédérale et solidaire des peuples et des régions.

Article 4 : L'UDB agit pour les droits culturels du peuple breton, notamment le droit effectif pour tout Breton d'accéder à la connaissance de son histoire, de sa culture et des langues de Bretagne.

Article 5 : L'UDB agit pour que la Bretagne soit dotée d'institutions autonomes et des moyens de son développement.

Article 6 : L'UDB condamne toute forme de dégradation de la personne humaine, notamment le racisme, le fascisme et les totalitarismes de toute nature. Elle œuvre pour l'établissement d'un régime résolument démocratique tant sur le plan individuel que collectif.

Article 7 : L'UDB situe son action politique dans le cadre du débat démocratique, excluant tout recours à des moyens violents.

Article 8 : L'UDB affirme la primauté de la personne humaine et du travail sur le capital et la nécessité d'une régulation et d'une orientation de l'économie de marché par la puissance publique et l'action citoyenne.

Article 9 : L'UDB affirme le rôle primordial des organisations syndicales et professionnelle et des associations pour plus de démocratie dans l'économie.

Article 10 : L'UDB œuvre pour l'établissement d'une société solidaire, ce qui implique la redistribution des richesses entre individus, entre régions et entre peuples au niveau européen comme au niveau mondial.

Article 11 : L'UDB œuvre pour un développement durable qui préserve l'avenir de la planète et des générations futures. Ceci suppose la démocratisation et le renforcement des structures internationales, tant européennes que mondiales.

Article 12 : L'UDB est solidaire des peuples qui luttent pour leur liberté politique, économique et culturelle.

Article 13 : L'UDB, hostile au militarisme, agit pour le désarmement généralisé et en priorité pour la dénucléarisation. Elle défend le devoir d'ingérence, sous le contrôle d'instances internationales démocratiques, pour mettre fin aux violations massives des droits de l'homme dans les conflits internationaux ou internes aux états.

L'UDB adopte une nouvelle Charte d'adhésion

Au terme d'une année de réflexion et d'échanges dans ses sept fédérations, l'Union démocratique bretonne (UDB), réunie en convention le 29 avril à Ploemeur, près de Lorient, a adopté sa nouvelle Charte. Ce document est la nouvelle base d'adhésion. Il est aussi un outil de communication que l'UDB entend largement diffuser en Bretagne pour élargir le cercle de ses adhérents.

Par rapport à la charte fondatrice de l'UDB, adoptée en 1964, la nouvelle Charte de l'an 2000 comporte quatre inflexions majeures :

D'abord, la nécessité pour la Bretagne de s'affirmer plus fortement au niveau européen et international. A cet égard, l'effacement des frontières économiques d'une part et la génération des autonomies régionales dans les grands Etats limitrophes de la France (Allemagne, Espagne, Italie et Royaume-Uni) d'autre part, rendent plus pertinente que jamais la revendication d'un statut d'autonomie pour la Bretagne.

Puis, si la nécessaire primauté de la personne humaine et du travail sur le capital a été réaffirmée, l'UDB intègre le fait que face à la soumission des Etats au libéralisme économique le plus débridé, l'action citoyenne, du niveau local jusqu'au niveau mondial, est une alternative qu'il faut soutenir.

Ensuite, toujours favorable au concept de développement durable pour préserver l'avenir de la planète et des générations futures, l'UDB en conclut à la nécessité de démocratiser et renforcer les structures internationales du type Agence de l'Environnement dans l'Union européenne.

Enfin, toujours hostile au militarisme et partisane d'un désarmement généralisé, l'UDB n'en est pas moins favorable à l'idée d'un devoir d'ingérence quand il s'agit de mettre fin à des violations massives des droits de l'homme. Le recours légitime au devoir d'ingérence suppose qu'il soit placé sous le contrôle d'instances internationales démocratiques, à l'opposé du fonctionnement actuel des Nations-Unies (cf. le droit de veto des grandes puissances au Conseil de Sécurité).

K.G.

NON A L'ENFOUISSEMENT DES DÉCHETS RADIOACTIFS



Depuis des semaines l'UDB diffuse une pétition-carte postale (destinée au Premier ministre et à la ministre de l'Environnement) :

...Depuis le 3 août 1999 les régions de Huelgoat (Finistère) et de Plouaret, Dinan et Quintin (Côtes d'Armor) sont menacées par un projet de laboratoire de recherche sur l'enfouissement des déchets radioactifs en terrain granitique, première étape vers l'enfouissement des déchets. Ce jour-là, Lionel Jospin, Premier ministre, Dominique Strauss-Kahn, ancien ministre PS de l'Economie et des Finances, Christian Pierret, Secrétaire d'Etat PS à l'Industrie, et Dominique Voynet, ministre (Verts) de l'Environnement, ont apposé leur signature au bas de trois décrets relatifs au traitement des déchets radioactifs. Le troisième de ces décrets (n° 99-687) crée une mission, dite "mission collégiale de concertation granit", chargée de prospecter 15 signes granitiques dans le Massif Central, en Basse-Normandie, en Mayenne et en Bretagne (4). Sans ce décret, la Bretagne n'aurait pas à se mobiliser aujourd'hui contre les projets qui la menacent. Le gouvernement en place est donc directement responsable de la situation.

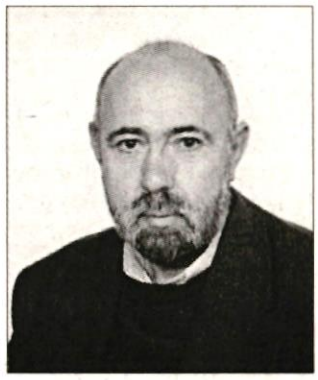
Pourtant, le 27 mai 1997, soit entre les deux tours des élections législatives, Ségolène Royal, aujourd'hui ministre déléguée à la Famille, déclarait à Bar-le-Duc, dans la Meuse : "*Les départements ruraux ne sont pas destinés à recevoir une poubelle nucléaire, malgré l'énorme chantage à l'emploi et à l'argent qui est exercé*". Le 30 juin 1997, Claude Allègre, alors tout nouveau ministre de l'Education et de la Recherche mais aussi géologue de formation, déclarait à Montpellier : "*Je suis contre le stockage en profondeur des déchets nucléaires parce que c'est dangereux pour les générations futures. Un tel choix procède d'une philosophie de la peur : on a peur des déchets, on les cache. Il vaut mieux les maîtriser. Lorsque les progrès de la science le permettront, on pourra les reprendre pour s'en occuper efficacement*".

Alors, pourquoi ces retournements de veste de la part du gouvernement ? Pure démagogie électorale ou abdication devant le puissant lobby du nucléaire (Cogéma, Framatome, EDF, Andra) ? Quoi qu'il en soit, la Bretagne a montré, en maintes occasions, qu'elle ne voulait pas du nucléaire et qu'elle préférait une autre politique énergétique, plus décentralisée, fondée sur les économies d'énergie, les énergies renouvelables (éoliennes, solaire, biomasse) et une utilisation moins polluante du gaz (cogénération). Le Danemark, 5 millions d'habitants, un des pays les plus développés et les plus prospères du monde, a su se passer du nucléaire. Alors pourquoi pas la Bretagne et ses 4 millions d'habitants ?

Les déchets radioactifs existent en France, c'est une réalité, puisque des centrales atomiques ont été construites. Mais la seule solution raisonnable consiste à entreposer ces déchets en surface ou en subsurface, sur les sites de production et à rechercher les moyens d'une prochaine décontamination...

Vous pouvez commander ces pétitions-cartes postales à l'adresse suivante : UDB, BP 203, 56102 Lorient cedex. En joignant des timbres ou un chèque de 5 F pour 1 exemplaire ; 20 F pour 5 ; 30 F pour 10 ou 40 F pour 20. Port compris.

Un nouveau membre du Bureau politique de l'UDB



D.R.

A la suite du décès de notre camarade Léon (PB, février 2000), le Bureau politique de l'UDB était incomplet. La fédération de Loire-Atlantique, à qui revenait le poste, a décidé d'y installer notre ami Joël Poisbeau.

Agé de 49 ans, ce Nazairien est employé dans la grande distribution.

BULLETIN D'ADHÉSION

Vous voulez rejoindre l'UDB ?

Nom .....

Prénom .....

Adresse .....

.....

.....

.....

Signature :

A adresser à UDB, BP 80722, 44007 NANTES cedex 01, avec un chèque de 150 F.

Qu'il ferme sa gueule et qu'il s'en aille !

Cette fois, l'ayotollah national-souverainiste qui tient lieu de ministre de l'Intérieur a carrément pété les plombs. Au prétexte de fustiger le projet d'Europe fédérale défendu par Joschka Fischer, le ministre Vert allemand des Affaires étrangères, il a cru opportun de renvoyer l'Allemagne à son passé nazi en expliquant qu'elle en était toujours malade ! Selon son analyse proprement délirante, l'Allemagne « rêve toujours du Saint Empire romain germanique. Elle ne s'est pas encore guérie du déraillement qu'a été le nazisme dans son histoire. Elle a une conception de la nation qui est celle du Volk (peuple), c'est-à-dire une conception ethnique ». Mais Jean-Pierre Chevènement se propose de jouer les thérapeutes : « il faudrait l'aider à se forger une autre idée de la nation, l'idée de la nation citoyenne, pour un meilleur dialogue avec la France ». Voilà effectivement la solution : dresser les Allemands, les éduquer, leur apprendre les bonnes manières citoyennes, les franciser en quelque sorte.

On retrouve dans les propos de Chevènement, de manière exacerbée et caricaturale, les deux traits distinctifs du nationalisme à la française : d'une part, la croyance paranoïaque en un vaste complot qui épouserait tantôt les traits du monde anglo-saxon, tantôt les traits d'une Europe dont l'Allemagne serait le mauvais génie (on notera que l'Allemagne est notamment accusée par les souverainistes dits « de gauche », d'être, du fait de ses conceptions « ethniques », à l'origine de la charte des langues régionales et minoritaires). D'autre part, un complexe de supériorité extravagant : le modèle républicain à la française, prétendument hérité des « Lumières », demeurerait un projet indépassable dont il faut faire « bénéficier » le reste de l'univers, qui continue d'errer dans les Ténèbres. En d'autres termes, nous sommes confrontés à un mélange pour le moins inquiétant de xénophobie et de totalitarisme. Même Charles Pasqua, qui ne veut pas passer pour plus dingue qu'il n'est, a désavoué les propos de Chevènement en arguant qu'il était « suffisamment attaché à la qualité des relations entre la France et l'Allemagne pour peser soigneusement les termes ». La seule réaction surprenante est celle de François Hollande qui, toujours aussi pusillanime, a estimé que les propos de Chevènement relevaient d'une analyse et non d'une maladresse et n'a pas jugé bon de les condamner ! Peut-être pour ne pas froisser les jacobins extrêmes du PS qui ne sont pas loin de partager les « analyses » de leur ex-camarade Chevènement ?

Quant aux médias et politiques allemands, ils ont fait preuve de beaucoup de modération dans leurs réactions et ont décidé de traiter plutôt par le dédain les propos injurieux de Chevènement. Ils auraient eu beau jeu, pourtant, de lui rappeler son admiration sans bornes pour le criminel Napoléon qui, bien avant Hitler, avait entrepris de construire l'Europe à grands coups de sabre (il ne disposait pas de panzers à l'époque).

Le problème qui se pose est évidemment de savoir ce qu'il va advenir du petit Robespierre de Belfort, dont les vagues regrets alambiqués ne trompent naturellement personne. Le bon sens commanderait de l'évacuer en urgence du gouvernement et de le mettre hors d'état de nuire avant qu'il ne déclenche une guerre. Il ne semble pas qu'on en prenne le chemin. Si Chevènement devait être maintenu dans ses fonctions en dépit de ses sorties de plus en plus démentielles, il faudrait alors que les membres du gouvernement qui refusent les thèses ultra-nationalistes et anti-européennes du ministre de l'Intérieur – et les Verts en premier lieu – en tirent pleinement les conséquences..

R.D

Pour un Monde et une Bretagne sans armes nucléaires



Photo Le Peuple Breton/Pierre Morvan

Plusieurs mouvements pacifistes appellent à un rassemblement à l'Ile Longue, près de Crozon, le 11 juin prochain. En 1995, une manifestation de cette nature avait rassemblé près de 15.000 personnes.

L'Union Démocratique Bretonne, dans le cadre du « Réseau mondial Abolition 2000 » auquel elle a adhéré appelle ses amis à se rassembler face à la base de l'Ile Longue.

Les organisations appellent au respect de l'article 6 du traité de non-prolifération nucléaire, entravé par le refus du Sénat des USA de ratifier le traité d'interdiction complète des essais.

Les mêmes mouvements appellent à manifester contre l'installation de nouvelles armes nucléaires et de nouveaux sous-marins ou de nouveaux missiles à l'Ile Longue, au risque de transformer la rade de Brest en » sanctuaire » nucléaire français, sinon européen. Ils s'élèvent aussi contre les projets de construction d'un centre d'essais nucléaires en laboratoire (le Laboratoire Mégajoule) près de Bordeaux où la France a pour objectif de poursuivre des essais pour fabriquer de nouvelles têtes nucléaires.

Ces équipements militaires risquent de coûter 300 milliards de francs, d'ici 2010, soit le salaire net annuel de près de 3 millions de personnes sur la base de 8.000 F par mois. Ceux qui cherchent à « réduire la fracture sociale » ont là le moyen de financer leurs projets !

L'UDB, qui vient, dans sa nouvelle charte, de réaffirmer son hostilité au nucléaire militaire, trouve là une raison de plus d'appeler au succès du rassemblement du 11 juin.


LES BRETONS NE VONT PLUS HÉBERGER DES BASQUES, MAIS DES ALLEMANDS ! SOLIDARITÉ ENTRE NAZIS !!
IL NE S'ARRANGE PAS !..

Pollution, qualité des produits, O.G.M..

La Chambre d'agriculture du Finistère, c'est un budget de 100 MF, alimenté en partie par la taxe sur le foncier non bâti (près de 40 % du total)... Ce sont aussi 200 personnes au service de tous les agriculteurs d'un département.

Depuis 1995, René Quéméré préside cette importante structure économique et professionnelle, dont le budget continue d'être soumis à la tutelle du préfet ; les orientations et le travail des différentes équipes de la Chambre étant de la responsabilité des agriculteurs.

Or, René Quéméré est un syndicaliste de la Confédération paysanne. C'est dire l'importance de son accession à la plus haute charge professionnelle de l'agriculture de Penn-ar-Bed.

Le Peuple Breton *est allé rencontrer René Quéméré pour évoquer avec lui les grandes questions que se posent en cette année 2000 les agriculteurs et les consommateurs.*

Le Peuple Breton : ***Le PMPOA (plan de maîtrise des pollutions d'origine agricole) est apparu il y a sept ans. Le CTE (contrat territorial d'exploitation) est en train de se mettre en place. On oppose le PMPOA et le CTE : le PMPOA est un instrument curatif, le CTE est un instrument préventif. Est-ce vrai ?***

René Quéméré : Le PMPOA est un vaste programme qui engage des moyens financiers considérables pour remettre aux normes les exploitations d'élevage ; la démarche est indispensable pour bien raisonner la réalisation d'ouvrages de stockage d'effluents, tant pour le lisier que pour le fumier, parce qu'une fois qu'on a réalisé ces travaux, on a la possibilité d'utiliser correctement les effluents d'élevage, et donc de diminuer les consommations d'engrais chimiques.

Une fois mis en place les outils prévus dans le programme PMPOA on doit arriver à une situation qui permette la reconquête de la qualité de l'eau.

Pour le CTE, c'est une autre démarche. Il y a un contrat entre l'agriculteur et l'Etat, et à travers, l'Etat l'ensemble de nos concitoyens ; l'objectif est d'adapter l'agriculture à ce que souhaitent nos concitoyens aujourd'hui en terme d'environnement, en terme de qualité des produits et de sécurité alimentaire.

Ce qui est important à nos yeux dans le CTE, c'est le projet de l'agriculteur, et dans le cadre de ce projet, d'arriver à faire évoluer une exploitation pour répondre à la demande de l'ensemble de la société.



Le Peuple Breton/Pierre Kersale

René Quéméré, devant le portrait de sa fille Gwenaël, reine de Cornouaille 1995.

Aujourd'hui qu'apparaissent les premiers CTE on peut dire qu'on s'est un peu éloigné des objectifs de départ. Les obligations imposées par l'administration et par Bruxelles font que la notion de projet n'est pas tout à fait au rendez-vous, du moins au niveau que nous souhaitions au départ. Je rappelle que la Chambre d'agriculture du Finistère a souhaité dès le départ travailler sur le sujet et faire partie des départements qui étaient prévus pour la préfiguration des CTE.

Il y a donc aujourd'hui une certaine déception, mais nous sommes convaincus que ça restera un outil pour l'avenir, à condition que les décideurs politiques acceptent de faire évoluer le dossier.

Au niveau du financement, pour que les agriculteurs soient intéressés, il faut que ce qu'ils percevront soit suffisamment attrayant. Si c'est pour toucher une bouchée de pain avec des contraintes, les agriculteurs ne feront pas la démarche.

Il faut que le niveau de financement soit intéressant pour l'agriculteur et lui permette de répondre aux autres missions de l'agriculture, en particulier au niveau du paysage, de la qualité du produit, de la sécurité sanitaire, etc.

Le P.B. : ***La qualité des produits va dépendre, entre autres, des soins apportés aux plantes, de l'alimentation des animaux. L'utilisation de farines animales dans l'alimentation du cheptel a fait apparaître l'ESB (encéphalopathie spongiforme bovine) dans nos élevages. Pendant combien de temps sera-t-on tributaire de ce problème ?***

R.Q. : Si on aborde la notion de qualité des produits en lien avec la santé des hommes, la première chose qu'il faut dire c'est que la qualité des produits mis sur le marché, à la disposition du consommateur, n'a jamais été aussi bonne.

On a aujourd'hui des aliments beaucoup plus sains qu'ils n'étaient dans le passé. Si on regarde le nombre de morts en France dus à des problèmes alimentaires, on a divisé les chiffres d'une façon considérable, ça c'est un premier point. Le deuxième point, c'est que par rapport à d'autres pays, les U.S.A. en particulier, on a une avance considérable. Il faudrait que les consommateurs le prennent en compte, même si dans l'actualité quotidienne on parle énormément d'ESB, de listériose et d'autres accidents encore.

Il faudrait pouvoir relativiser ces informations et ces chiffres puisque ça existait aussi il y a 10, 20, 30 ou 40 ans et qu'à l'époque il y avait beaucoup plus de morts qu'aujourd'hui. Le fait est qu'à ce moment-là on ne savait pas, lors du décès d'une personne, que des problèmes de listériose pouvaient en être la cause, on ne prenait pas en compte son appartenance à des groupes à risque (personnes âgées, femmes enceintes, etc.).

Aujourd'hui on sait tout ça, on le sait parce qu'on a les moyens scientifiques qui permettent de rechercher les causes. De façon très objective, on peut affirmer qu'aujourd'hui la qualité sanitaire de nos produits est bien meilleure et ne cesse de s'améliorer.

En ce qui concerne l'E.S.B. c'est un problème spécifique. Il y a au départ l'inconscience du gouvernement anglais. En réalité c'est la politique de Madame Thatcher qui a fait que l'on

O.M.C. : René Quéméré répond

arrive à ces situations aberrantes. Le fait de vouloir supprimer tout moyen public de contrôle, le fait de vouloir dégager le maximum de profit pour les entreprises a favorisé l'émergence de cette maladie.

Tout ceci a fait que les entreprises anglaises qui se sont occupé des farines animales, de l'équarrissage, ont fait tout et n'importe quoi, sans prendre en compte les risques qu'elles faisaient encourir aux consommateurs.

Il faut tirer les leçons de cette aventure. Il est absolument nécessaire de maintenir les services publics à un niveau suffisant pour assurer la santé du consommateur et, d'une façon plus globale, le bon fonctionnement de la société.

Il ne faut pas que les entreprises soient coupées de la société, qu'elles ne raisonnent que du seul point de vue économique : il faut que la société se donne d'abord des règles, des lois, ensuite qu'elle prenne les moyens de les faire appliquer.

Le P.B. : ***En début d'année le cas d'une vache présumée « folle » par la Direction des Services vétérinaires du Morbihan a fait couler beaucoup d'encre. Après analyse approfondie, point d'ESB pour ce bovin. Cependant cette vache commercialisée 500 F alors que le prix de vente normal est de 5.000 F fait penser à une mauvaise qualité du produit. De tels bovins se trouvent de temps à autre dans le circuit de commercialisation de viande destinée à la consommation humaine : en terme d'image ce n'est pas une réussite pour la profession agricole. N'y a-t-il pas lieu de prévoir une autre issue pour les bêtes de faible valeur commerciale ?***

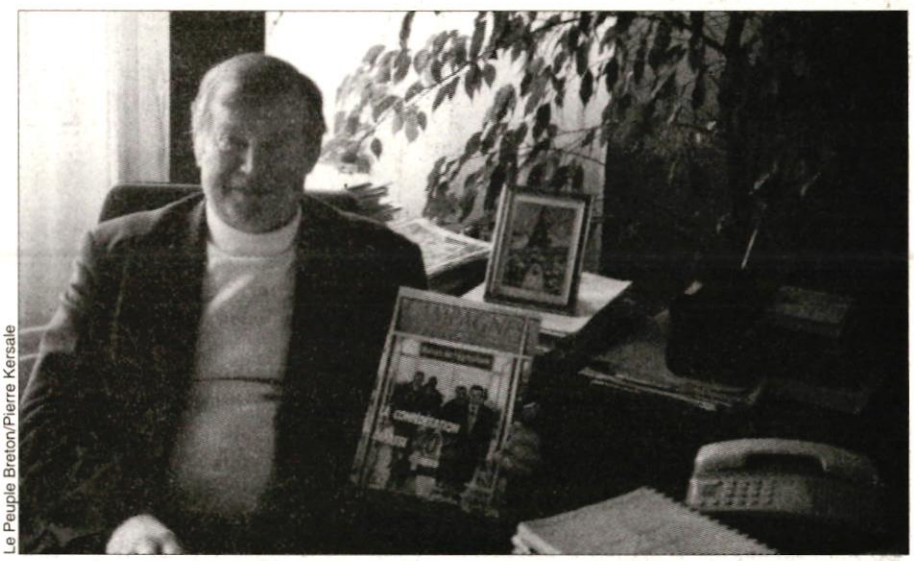
R.Q. : Sur ce cas précis, sans porter de jugement, il faut en tirer un certain nombre d'enseignements. On n'a sans doute pas intérêt à faire en sorte que des animaux qui ont eu quelques problèmes dans les semaines ou les mois précédents, si ces problèmes ne sont pas résolus, rejoignent la filière classique vers les abattoirs dans les mêmes conditions que les autres animaux. Je pense que, de ce côté-là, des améliorations vont être apportées dans les temps qui viennent. Il appartient à chaque maillon de la filière, d'abord aux éleveurs puis aux commerciaux, aux abatteurs, de respecter la loi, la réglementation et ensuite d'assurer la traçabilité effective d'un bout à l'autre de la chaîne pour que le consommateur soit vraiment protégé et ait le maximum de garantie. Là encore il faut prendre en compte les efforts considérables réalisés par l'ensemble des éleveurs parce que, dans ce département, et en Bretagne, l'identification des animaux est en place depuis 40 ans et les éleveurs, leurs organisations et l'administration n'ont pas cessé d'améliorer le dispositif.

Aujourd'hui, le veau est identifié sous 48 heures et le numéro qu'on lui octroie est connu de l'ensemble de ces services et va le suivre jusqu'à l'abattoir. A coté de cette identification il y a aussi des documents sanitaires qui vont le suivre toute sa carrière. Ceci est de nature à assurer la traçabilité, la sécurité sanitaire, la protection du consommateur.

Nous avons, à travers tout ce travail, acquis un état sanitaire qui aujourd'hui nous est envié par l'ensemble de nos collègues français, mais aussi européens. Ceci est un avantage pour la protection du consommateur, et c'est un atout pour la vente de nos animaux à l'extérieur sur le plan génétique, même si avec l'ESB on connaît quelques difficultés aujourd'hui.

Le P.B. : ***On a commencé à modifier le patrimoine génétique des plantes. Dans un premier temps on a parlé d'O.G.M. de première génération, qualifiés d'imparfaits. Dans un second temps on parle d'O.G.M. de seconde génération, qu'on nous promet irréprochables. Que faut-il en penser ?***

R.Q. : Il ne faut pas avoir de position vraiment arrêtée aujourd'hui sur le problème, car, quand on regarde un peu en arrière, les avancées dans le domaine de la médecine sont à



Le Peuple Breton/Pierre Kersale

Avec René Quéméré, c'est la Confédération paysanne qui est entrée à la Chambre d'agriculture du Finistère.

Là encore une comparaison avec les Anglais : ils avaient oublié tous ces grands principes alors qu'il y a 40 ans les Anglais étaient les pionniers en matière de santé animale ; ils étaient draconiens au niveau de la protection de leur cheptel. Ils avaient la chance d'être une île et je crois qu'il est bon de rappeler qu'à l'époque l'administration départementale et les professionnels allaient voir ce que faisaient les Anglais pour en tirer les leçons et ensuite transposer chez nous ce qui pouvait l'être.

prendre en compte et sont intéressantes. Les bio-technologies appliquées à la médecine humaine nous ont déjà beaucoup apporté et nous apporteront encore davantage dans les années à venir.

Quant à l'application à l'agriculture, nous devons être prudents, bien regarder, bien peser les avantages et les inconvénients. Les OGM de première génération n'apportent rien, sauf

➡ p.10

Quéméré (suite)

peut-être à faire prendre des risques surtout au niveau de l'environnement.

Quand on prend par exemple le colza OGM, on sait aujourd'hui, les scientifiques en premier lieu, qu'il y a risque pour l'environnement puisqu'il y a des espèces ou des familles très proches qui peuvent récupérer du pollen de ces colzas transgéniques et ces gènes-là peuvent être diffusés dans la nature avec des conséquences qu'on ne sait pas maîtriser aujourd'hui.

Pour la suite, il faut poursuivre la recherche en mettant en avant les notions de principe de précaution et de prévention pour faire en sorte que cette technique, si elle peut être intéressante à un certain moment, puisse s'appliquer à l'ensemble des filières ; mais il faut attendre pour voir ce que ça peut effectivement apporter aux agriculteurs d'abord, à la société et aux consommateurs ensuite. Poursuivons les recherches mais prenons toutes les précautions pour que, si cette technique s'avère intéressante, on puisse l'utiliser dans les meilleures conditions.

Je ne condamne pas la technique des OGM, je demande à ce qu'on prenne toutes les précautions pour n'en retirer que les avantages.

Il faut s'inspirer du travail réalisé au CES (conseil économique et social) national par un de nos collègues, Guy Le Fur, qui a été rapporteur d'une réflexion sur le sujet. On retrouve dans ce document les pistes pour orienter la réflexion et l'évolution des OGM.

Le P.B. : On connaît René Quéméré, président de la Chambre d'agriculture du Finistère, agriculteur dans un département où l'agriculture est plutôt intensive. On connaît également José Bové, agriculteur dans le Larzac, où l'agriculture est plutôt extensive. Les deux sont militants de la Confédération Paysanne. En plus de la rime des noms et prénoms, il y a certainement d'autres choses qui les rapprochent malgré leur environnement quotidien quelque peu différent ?

R.Q. : Je pense qu'on peut trouver des éléments intéressants dans le discours de José Bové, et plus globalement dans le discours de la Confédération Paysanne, en particulier au niveau d'une certaine conception de l'agriculture, de la place des hommes dans cette agriculture, et dans la définition des missions de l'agriculture par rapport à l'évolution de la société.

Le discours de José Bové sur la mondialisation remet en cause le fonctionnement des discussions au niveau du GATT, aujourd'hui devenu l'OMC ; il est intéressant de constater, comme d'ailleurs dans le débat sur les OGM, que la société civile prend à son compte la réflexion et participe au débat ; je le considère comme très positif puisque ça évitera que des experts, complètement coupés du terrain et du souhait des citoyens, soient seuls à décider. Il appartient à chacun, là où il est, de participer au débat et de peser sur les orientations.

L'organisation du commerce mondial doit se faire en intégrant les aspirations des femmes et des hommes sur l'ensemble de la planète. La seule prise en compte des besoins des citoyens américains et européens n'est pas suffisante. Il faut aussi prendre en compte la situation des pays en voie de développement et chercher à mettre en place ce qui peut constituer la base du commerce et qui serve l'intérêt de l'ensemble des habitants de ces différents pays.

Les pays en voie de développement ne pourront se développer, voire leurs conditions de vie s'améliorer, que si l'on ne se contente pas de prendre comme règle la seule loi du marché.

Propos recueillis par Pierre KERSALE

Friconautes et cyber-crétins

Je ne sais pas si vous êtes comme moi, mais je commence à en avoir vraiment ras le kalabousenn. On ne peut plus allumer la radio ou ouvrir un journal sans qu'on nous bassine avec la nouvelle économie, la Net économie (voir l'article de Yann Fiévet, *Le Peuple Breton*, n° 436), les start-up ou les entreprenautes. A côté de quelques projets qui tiennent la route, on ne compte plus les sociétés fondées sur du vent. Petit voyage dans les entreprises de la bluff-économie.

Une nouvelle race de créateurs

Après les golden boys des années quatre-vingt, voici venu le temps heureux des « entreprenautes », créateurs des fameuses « start-up », entreprises soi-disant à fort potentiel de développement, centrées sur les nouvelles technologies de l'information et de la communication. Philosophiquement, on est dans la même logique rudimentaire : se faire le maximum de fric dans le minimum de temps. Pas tout à fait le même look toutefois : les cyber-capitalistes se la jouent cool et décalé : le jean, le t-shirt, le cuir, voire quelques piercings tendance ont supplanté l'attaché-case et le costume cravate (qu'on n'arborera que pour aller lever des capitaux). Le tutoiement obligatoire et un jargon top délire à base de franglais et de néologismes foireux complètent la panoplie. L'ambiance est tellement géniale que les salariés, sous contrat précaire et mal payés (les stock-options sont supposées les motiver), bossent en moyenne douze heures par jour, y compris parfois le week-end (ils sont d'ailleurs affublés du charmant surnom de « netslaves », même si on affecte de les considérer comme des associés). Le portrait-robot du « friconaute » : jeune, voire très jeune, à peu près incompétent en tout et doté d'un aplomb phénoménal. Nos Midas des temps modernes transforment le vent en dollars sous les regards extasiés des journalistes, des ministres en mal de modernité qui visitent, éblouis, les « incubateurs » de start-up, et des capitalistes pur sucre qui se rassemblent en conclave à Davos : « Vous avez vu cybertrucmuche. Et bien, à 23 ans, il pèse déjà 7 milliards de $. ». Bref, ces fadaises soulèvent l'enthousiasme et le friconaute a le vent en poupe. N'importe quel analphabète boutonneux de première année d'école de commerce se voit déjà fonder sa start-up, appâter le cybergogo et toucher le pactole. Je n'exagère pas : à H.E.C., pas moins de vingt étudiants ont créé une start-up qu'ils développent depuis leur chambre universitaire.

Itinéraire d'une start-up

Comment ça marche ? C'est très simple : il suffit pour notre aventurier des temps modernes d'avoir une idée (un « concept », comme disent les cuistres), bien souvent des plus fumeuses (du genre : « on va créer des CD sur mesure, les internautes choisiront dans notre catalogue de morceaux de musique » ou encore « si 25 internautes se fédéraient pour acheter un produit, ils obtiendraient un meilleur prix qu'un hypermarché qui, lui, en achète 20 000 »), de lui donner un nom (« genaoueg.com » ou «cyberjobard.com»), de louer un bureau, si possible au Sentier (rebaptisé depuis peu « Silicon Sentier»), de recruter quelques «netslaves» et de proposer un prétendu «business plan» pour convaincre une société de capital-risque d'engager une mise de départ (en réalité, les sociétés de capital-risque savent exactement ce qu'il en est, on est dans le domaine du mensonge convenu et du cynisme pur). Dans certains cas, on pourra compter, lors de la création, sur des « business angels », c'est-

à-dire des particuliers, bien souvent des patrons copains de papa, qui investiront de l'argent dans la start-up naissante. Contrairement aux règles du capitalisme classique, le but n'est absolument pas de pérenniser l'entreprise et de générer des bénéfices (ça c'est bon pour la « vieille économie »), mais de se faire bouffer le plus vite possible au travers d'une introduction en bourse. Avec un peu de chance, les cours devraient flamber, la société de capital-risque se remboursera grassement sur la capitalisation boursière et notre friconaute, qui, jusqu'alors, s'était fait payer en stock-options, c'est-à-dire en actions virtuelles de son entreprise, pourra toucher le jackpot et préparer sa nouvelle start-up. Ce fonctionnement oblige le cyber-capitaliste à concentrer ses efforts sur la séduction du marché financier. En gros, il s'agit d'intoxiquer les investisseurs pour permettre l'entrée en bourse. Si la société de capital-risque a mis 20 millions sur la table, notre entreprenaute va investir l'essentiel du magot, non pas dans l'activité elle-même, car sinon l'aventure s'arrêterait là, mais dans la communication autour de la start-up, en espérant que les médias (souvent complices car ils récupèrent les budgets de pub et investissent eux-mêmes dans la « nouvelle économie ») vont s'extasier sur cette jeune et dynamique entreprise française et que le marché financier va se persuader que « tout le monde » la connaît. L'investisseur, qui n'a aucun moyen fiable d'apprécier les potentialités économiques et financières de cette boîte, va être rassuré par les propos encourageants du Jean-Pierre Gaillard de service. Pour lever les dernières méfiances, on pourra organiser une opération bidon en annonçant par exemple, avant l'introduction, qu'un ogre rassurant du type Vivendi ou Dassault a décidé d'investir dans cette boîte (il n'est pas difficile de racheter ce qu'on possède déjà, puisque les sociétés de capital-risque sont des filiales des ogres en question). Le tour est joué, le marché n'a en fait acheté qu'une énorme campagne de communication et les heureux actionnaires n'auront qu'à se démerder quand la bulle spéculative éclatera et que le bœuf redeviendra grenouille.

Un délire économique éphémère ?

On est, comme on le voit, dans le domaine de l'économie du bluff et du virtuel pur : pas de production, très peu de chiffre d'affaires, pas de rentabilité. Dans ce contexte, les questions de créations d'emplois et de richesses – au sens classique du terme – n'ont évidemment aucun sens. Ce qui n'empêche pas les acteurs financiers d'avantager scandaleusement les projets relevant de la Net économie. Pour les créateurs d'entreprise de la « vieille économie » (vous savez, ceux qui envisagent – les ringards – de créer quelque chose de tangible et qui représentent 99% des 170 000 entreprises qui ont vu le jour en 1999 dans l'hexagone) c'est le chemin de croix pour rassembler quelques dizaines de milliers de francs tandis que le « friconaute » à peu près malin peut lever des millions voire des dizaines de millions de francs en un coup de cuiller à pot. En dessous de 10 MF, on risque d'ailleurs le refus, car les financiers pensent qu'on manque d'ambition. En octobre 1999, Château Online (vente de vin par Internet) a ainsi pu lever 62 millions de capitaux en un tournemain.



Vous me direz qu'un système fondé à ce point sur l'esbroufe et la spéculation n'a aucune chance de survivre, qu'il faudra bien que ces start-up prouvent un jour ou l'autre leur aptitude à dégager des bénéfices, que les actionnaires ne vont pas rester dupes bien longtemps. En fait, tout le monde sait bien que les prix des actions de la « nouvelle économie » sont surévalués et que les importantes corrections intervenues sur les places boursières ces dernières semaines étaient inévitables. Si ce retour de bâton va amener les investisseurs à regarder d'un peu plus près les projets qui leur sont soumis, l'engouement pour les start-up ne va pas se calmer de sitôt, car le discours ambiant est le suivant : OK, ces boîtes ne sont pas rentables aujourd'hui, mais demain, vous verrez, celles qui auront été les premières à occuper un créneau vont casser la baraque et rapporter un max de blé. Ce sera l'Eldorado, la Terre Promise : non seulement le nombre d'internautes va exploser rapidement (on parie sur 40 à 50 millions de surfeurs dans l'hexagone d'ici quelques années), mais le temps moyen passé sur le web va augmenter de manière exponentielle. C'est vrai qu'il y a de la marge, comme le soulignait plaisamment une des nouvelles coqueluches de Davos, le patron d'AOL, Steve Case : « Il y a cinq ans, les gens surfaient sur le net une heure par semaine, maintenant ils l'utilisent une heure par jour. C'est un progrès, mais il reste encore 23 heures dans un jour... » Vivement demain !

Ronan DIVARD

Des cyber-crétins piégés par des esprits facétieux

Ce qui est à la fois alarmant et réjouissant, c'est de constater la bêtise insondable des candidats à la création de start-up. Fameux canular que celui des fondateurs de Kasskooye.com qui, le premier avril, ont lancé un site qui se propose d'aider les jeunes entrepreneurs : « Vous êtes jeunes, beaux, diplômés, mais vous n'avez pas d'idée. Notre métier est de vous fournir une plate-forme intégrée et globale vous permettant d'élaborer concept et business-plan en 48 heures chrono ». Kasskooye ambitionne de « faire gagner plein de tunes » à l'entrepreneur et de le conduire, en moins d'une semaine (!), jusqu'à l'introduction en bourse et la retraite anticipée. Malgré l'outrance de la parodie, des C.V. de candidats et des propositions de partenariat sont effectivement arrivés sur ce site....

Erika : les paroles et les faits

Deux sources :

*«Les valeurs de l'entreprise, la démarche de Total, (publication interne du 14 mai 1996 et site internet www. totalfina.com).

**«Pétrole et éthique», une conciliation possible ? Audition du PDG de Totalfina. Rapport d'information de Marie-Hélène Aubert, Pierre Brana, et Roland Blum, enregistré le 13 octobre 1999, Assemblée Nationale.

●

Engagements :

«Le groupe choisit ses partenaires industriels et commerciaux en fonction de leur aptitude à adhérer aux règles en matière de sécurité et d'environnement»(*)

Réalités :

«La société Tevere Shipping qui apparaît comme étant la propriétaire de l'Erika n'est probablement qu'une coquille vide et je ne sais pas du tout qui est derrière». Bernard Thouillin, Directeur général de la branche maritime (Le Marin, 24/12/1999).

Engagements :

«Aucune priorité économique ne s'exerce au détriment de la sécurité dans le travail ou du respect de l'environnement» (**)

Réalités :

«Le coût d'un équipage indien est dans la moyenne des coûts internationaux. Mais si vous comparez avec le coût du pavillon français, vous obtenez des différences très importantes. Nous avions fait une étude sur des pétroliers avec un équipage de 22 personnes. On obtenait des différences de (...) 5 millions de francs par an». Bernard Thouillin (Le Marin, 24/12/1999).

Engagements :

«Chez Total, nous veillons à minimiser l'impact de nos activités. Nous nous employons à remettre en état les sites et à remédier aux atteintes faites à la nature, y compris dans les endroits les plus reculés». (*)

Réalités :

Pierre Guyonnet, directeur de la mission atlantique de Total, reconnaissait que le groupe ne tenait pas à aller dépolluer les communes «rebelles» : «Dans la perspective d'ouverture de nouveaux chantiers, il est clair que nous aurons tendance à travailler là ou notre action semblera appréciée» (Le Monde, 20/4/2000).

Engagements :

«Des procédures d'urgence sont systématiquement prévues et régulièrement mises à jour pour faire face en cas de pollution accidentelle. Dans de telles situations, la transparence de l'information est la règle». (**)

Réalités :

«Les deux parties s'engagent à limiter la diffusion et à protéger les informations et les documents provenant ou concernant l'autre partie dont ils ont eu connaissance dans le cadre de l'exécution du présent protocole». Protocole d'accord sur le traitement de l'épave, signé entre Paul Roncière, secrétaire général de la mer et Thierry Desmarest (26/1/2000).

Engagements :

«Vis-à-vis des pouvoirs publics et des collectivités locales, le groupe adopte pour sa politique d'environnement une attitude constructive de dialogue». (**)

Réalités :

«La pression de l'opinion n'a fait que s'amplifier face au silence de Total, conduisant le chef du gouvernement à demander des comptes au pétrolier» (Le Monde, 1/1/2000).

Engagements :

«C'est notre produit qui est à la mer» Thierry Desmarets (RTL, 24/12/1999).

«Un produit très salissant, certes, mais non toxique» Michel Delaborde (Le Nouvel Observateur, 30/12/1999).

Réalités :

«Un rapport officiel confirme le caractère très cancérigène du fioul de l'Erika» (Le Monde, 9/3/2000).

Engagements :

«L'entreprise entière est mobilisée pour nettoyer les dégâts et mettre en place les mécanismes d'indemnisation». Michel Delaborde (Le Figaro économique, 30/12 1999).

Réalités :

«Nous n'avons jamais pris d'engagement global et on arrête à partir du moment où on se fait taper dessus juridiquement par une collectivité locale». Thomas Pell, porte parole (Le Monde, 19/4/2000).

L'idée était bonne

Suite au naufrage de l'Erika, dans deux articles parus dans *Le Trégor* et dans *La Presse d'Armor* (30/12/1999 et 17/2/2000), j'ai suggéré (sous le sigle de l'UDB) qu'à titre préventif soit installée une «boîte noire» à bord des pétroliers, comme la boîte noire des avions....

Cet appareil enregistreur, interrogeable à distance par les CROSS, les informerait des incidents techniques importants, concernant la manœuvrabilité du navire et l'intégrité de son chargement, survenus en cours de voyage et les autoriserait éventuellement à exiger un contrôle du pétrolier au port le plus proche avant son entrée dans les zones de navigation à risques. Dans une lettre adressée, en mars, à M. Le Drian, chargé de mission anti-marée noire, je précisais d'une part que la pollution volontaire par «dégazage» (lavage à l'eau de mer des citernes des pétroliers, et vidange à la mer) est 7 fois plus importante que par accidents de mer et d'autre part, que les rejets à la mer des effluents de lavage se font par l'intermédiaire d'une vanne de coque, habituellement munie d'un détecteur d'hydrocarbures avec alarme sonore. J'ajoutais que cette alarme enregistrée par la boîte noire sous scellés témoignerait de la pollution, de son débit, de sa durée et donc, de la quantité de résidus de pétrole refoulée à la mer, «au magasin 17» comme disent les marins en langage codé et ... significatif.

Cette boîte noire permettrait, non seulement de prendre les pollueurs, hors-la-loi, en flagrant délit, mais aussi de s'assurer qu'ils ne souillent pas la mer, comme ils le font couramment, le long des côtes des pays trop pauvres pour s'offrir des moyens de surveillance, notamment en Afrique.

J'ai noté avec satisfaction que le ministre des Transports, M. Gayssot, reprend à son compte cette idée et «fait étudier la possibilité d'installer sur les navires marchands, une «boîte noire» qui permettra de vérifier à tout instant, si le dégazage a été réalisé, et dans quelle mesure on pourrait y introduire des indicateurs environnementaux calculant, par exemple, la quantité d'hydrocarbures rejetée à la mer».

Curieusement, l'hebdo *Le Marin* prétend que cette idée n'est pas neuve. «Elle fait l'objet d'études depuis plusieurs années à l'Organisation maritime internationale». Combien faudra-t-il encore de marées noires avant que ces chères études aboutissent à une décision concrète ?

Dans les années 60, les armateurs avaient pour habitude de récupérer en deux voyages le prix investi pour la construction d'un pétrolier neuf ! Aujourd'hui que la concurrence est plus serrée, ils n'ont pas de quoi, les pauvres, investir dans la sécurité des transports et la protection de l'environnement ?

Si l'on veut bien considérer que la mer est le patrimoine de l'humanité et non la propriété des utilisateurs ; si on veut bien se souvenir que la pollution marine croît de façon exponentielle en raison du libéralisme sauvage et de la négligence de quelques uns ; il paraît indispensable – pour la préservation de ce patrimoine – d'exiger, au niveau international, un droit d'ingérence à bord des navires et ce, en dépit du droit de propriété...

Louis MOREAU
Ancien marin de pétroliers

L'Armée ridicule bretonne ou le degré zéro de la pensée politique

On savait qu'un jour l'irréparable se produirait. Qu'à force de jouer aux apprentis artificiers, les « révolutionnaires » aux petits pieds et aux mains sales donneraient la mort. Il fallait sans doute que cela survienne pour qu'enfin on puisse mesurer l'étendue de leur courage et de leur intelligence politique. Depuis la mort de Laurence Turbec, on sait qu'ils ne possédent ni l'une ni l'autre. Pourtant, la Bretagne, pour faire reconnaître sa pleine identité, aura besoin des deux.

Pathologies

On aimerait pouvoir rire – sous cape ou aux éclats – des aventures rocambolesques des pieds nickelés fin de siècle à la mode de Bretagne. L'horreur de l'événement nous l'interdit. En revanche, il nous autorise un impitoyable réquisitoire.

L'affaire révèle la présence, chez les protagonistes directs et ceux qui croient devoir les soutenir *mordicus*, de deux pathologies qui sont autant de catégories psychiatriques : le crétinisme et la paranoïa. L'un des pics dudit crétinisme fut atteint peu de temps avant son point culminant du 19 avril. Le 2 avril, dans l'émission télévisée Ripostes (sur la 5e), le porte-parole de la « vitrine légale du terrorisme » – on admirera la magie de l'association des mots par laquelle le terrorisme peut avoir une vitrine légale – a la parole puisqu'il est fait pour ça. Après quelques échanges plutôt laborieux, l'animateur lui demande : « Mais alors les Français sont vos ennemis ? » Et le chérubin trop vite monté en graine de répondre sans une once d'hésitation : « Oui, les Français sont mes ennemis. » On nous a dit depuis qu'il parlait plus en son nom qu'au nom de son organisation. Les vieux de la vieille du militantisme politique sont perplexes. Est-on porte-parole par hasard, à l'insu de l'organisation que l'on représente et sans le moindre contrôle de celle-ci ? Balivernes consternantes ! Le porte-parole électron libre avait déjà frappé quelques mois auparavant. Il déclara à des journalistes toujours friands de sensationnel ou d'insolite : « Nous nous réservons le droit désormais de ne pas respecter la loi française quand nous en aurons envie. » Vous avez bien lu le mot envie. Mais depuis quand les actes politiques sont-ils la conséquence d'une envie ? Quel est ce langage de consommateur débridé poussant son caddie de supermarché ? Pardon, en politique l'envie existe. Bokassa avait des envies. Somosa également. Sans parler de Pol Pot. Et les envies de coups de pied au cul des activistes en culottes courtes, vous connaissez ? Sur tout cela, un vieux militant devenu jardinier après avoir été il n'y a pas si longtemps lui-même dans la vitrine, n'a rien à dire lorsque la télé se rend chez lui pour le rencontrer. Mutisme hallucinant !

La seconde pathologie n'est pas triste non plus. Selon un délire paranoïaque, la monstrueuse affaire serait l'œuvre de la DST. Les jeunes freluquets mis en examen ne sont pour rien là-dedans. Malgré les circonstances évidentes des événements qui semblaient si facile à reconstituer, cette thèse a la vie dure. Attention ! l'abus d'élucubrations peut nuire gravement à la santé mentale. Cette fois, nos combattants de l'arrière-boutique se sont débrouillés tout seuls, comme des grands. Et sous les yeux de ceux qu'ils accusent. L'épisode de la remise de la disquette revendicative à la presse n'est-il pas des plus savoureux ? Le héros de Ponson du Terail est battu à plate couture. Amateurisme pathétique !

Thérapies

Il faut extirper de la société bretonne cette chose ignoble – le contraire de noble – que constitue l'existence virtuelle et mythique de l'ARB régulièrement réactivée l'espace d'une nuit par des énergumènes à la pensée crasseuse qui regagnent leur organisation habituelle sitôt leur forfait accompli.

Dans l'immédiat, que la justice passe et condamne les assassins. Ce devoir de justice sera aussi une marque de respect pour le peuple breton qui ne se reconnaît en rien dans la barbarie d'une poignée des siens. Ensuite, il faudra s'atteler à un travail intellectuel ardent. L'autonomie des régions d'Europe est en marche. La France a pris du retard. Qu'à cela ne tienne ! Les Etats-nations sont moribonds. L'heure n'est pas aux actions irréfléchies mais à l'accompagnement attentif de leur mort. L'impatience n'est pas de mise. Seule la réflexion politique approfondie sied à la situation nouvelle qui s'annonce.

Vous, artificiers qui prétendez construire le socialisme en Bretagne, (re)lisez Emile Masson [1]. Ni au long de ses phrases généreuses, ni entre ses lignes, vous ne trouverez la moindre justification de vos actes insensés. Lire les grands textes du passé et en tirer la réflexion nécessaire pour notre époque.

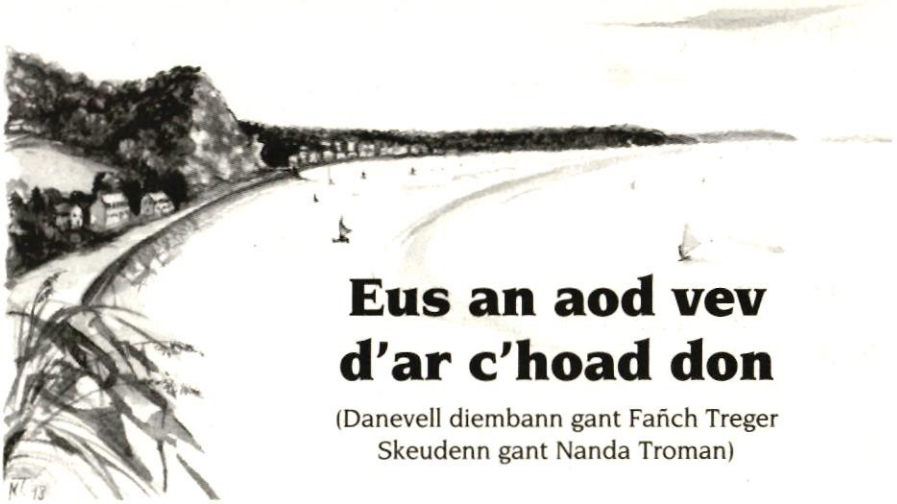
Défendre les intérêts d'un peuple, c'est d'abord comprendre la complexité du monde. Ceci est essentiellement affaire d'éducation donc, de primauté de la réflexion sur l'activisme. (Re)lisez également *L'enracinement* de Simone Weil. Elle répond brillamment à la question : comment « insuffler l'inspiration à un peuple ? » Pas par la propagande qui ferme, qui tue l'inspiration [2]. L'inspiration vient à un peuple par son ouverture au monde. Les Français ennemis des Bretons ? Vous, manieurs de dynamite, vous avez lu récemment un paysan bas-breton du siècle dernier et du nom de Jean-Marie Déguignet. Mais l'avez-vous bien lu ? Cet homme, que l'école ignora presque totalement, apprit le français, l'italien, l'arabe au gré de longues campagnes militaires et exerça divers métiers avant de rentrer en Bretagne. On peut se contenter d'être ébahi par cet autodidacte. On peut surtout trouver dans ses écrits une clairvoyance, une acuité d'analyse des situations qu'il vit partout où il passe. Il fait de la sociologie sans le savoir, du Tocqueville sans avoir lu Tocqueville. Il n'est pleinement enraciné dans son temps et dans sa terre – même quand il en est éloigné géographiquement – que parce qu'il s'est déraciné auprès d'autres peuples. C'est par eux qu'il a le mieux compris le sien [3]. Lire et apprendre de tous les autres. Rien d'autre.

Messieurs les Don Quichotte qui faites sauter les moulins à vent de la mondialisation, vous ne pouvez rien contre cette vérité absolue : de toute éternité, la plume l'emporte sur la bombe.

Yann FIÉVET

(1) Emile Masson, *Les Bretons et le socialisme*, Maspéro, 1972.
(2) Simone Weil, *L'enracinement*, Gallimard, 1949.
(3) Jean-Marie Déguignet, *Mémoires d'un paysan bas-breton*, An Ere, 1999.

POBL VREIZH



Eus an aod vev d'ar c'hoad don

(Danevell diembann gant Fañch Treger
Skeudenn gant Nanda Troman)

Naontekvet rann :

Gizioù nevez e liorzh ar re varv

Goude obidoù Sant ar Penneg e iliz parrez Plouarmel e oa deuet ar gerent, an amezeien hag ar vignoned betek ar vered da gemer perzh en interamant. En o sav tro-dro d'an arched e oant holl o selaou an aotrou person o lâret ar pedennoù diwezhañ a-raok mont pep hini d'e dro da daol ur bannac'h dour benniget war ar c'horf. A-greiz-holl e voe klevet un trouz skiltrus daoust dezhañ da vezañ damvouget un tammig, trouz ur pellgomzer o son : dring... dring... dring... Dre ma kendalc'he an trouz-se e paouezas an aotrou person gant e bedennoù. Hag an dud a glaske en o zouez an den diseven en doa lezet e ardivink war evezh. Dring, dring, dring... Son a rae ar pellgomzer-godell hep ehan.

A benn ur pennad e voe gwelet un amezegez da Sant, Anna Yaouank he anv, o furchal en he sakochenn ha dre m'he doa digoret homañ e sone krenvoc'h bremañ ar pellgomzer. Dring, dring, dring. Furchal ha furchal a rae Anna met an ardivink a sone dalc'hmat. Moarvat ne gave ket ar bouton bihan a vez pouezet warnañ evit e herzel da son. Nec'het kaer en em gavas neuze ar plac'h hag an dud en-dro dezhi a rae selloù drouk outi.

– Ma n'eo ket ur vezh, eme unan, dont d'un interamant gant un telefon o vont en-dro en he sakochenn !

– Ya, eme unan all, an dud n'o deus tamm respet ebet ken, memes evit ar re varv.

E keit-se e kendalc'he ar pellgomzer da son dring, dring, dring ha mil inervet e oa erru an dud.

A-benn ar fin peogwir ne zeue ket a benn da herzel he ardivink da son e tec'has kuit Anna gantañ hag e yeas da respont d'he fellgomzadenn a-drek ur bez e korn ar vered.

A vec'h ma oa echu al lid ma krogas glav d'ober. Ur barr, me lâr deoc'h, eus ar seurt ne vez ket gwelet bemdez ken e klogorenne an dour o kouezhañ war an douar. Pa voe tavet ar glav e teuas ar familh da welet Lomm an Toulle a oa gant e labour en-dro d'ar bez.

– Deus gameomp Lomm betek ar bourk da evañ ur bannac'h kafe, emeze.

– Pas bremañ, eme hemañ, ret eo din echuiñ ma labour da gentañ !

Evel ma lâras ur pennadig goude d'e gamalad Sis ar Gwenn deuet da sikour anezhañ.

– Ne oan ket evit mont gante ha leuskel an arched evel-se. Tra-walc'h oa da Sant bezañ marv kuit dezhañ da vezañ beuzet en tu-hont !

Sapre Lomm ! eme Sis, d'ober e vez gant an dud. Kalz a cheñchamant 'zo abaoe out kroget da labourat amañ, sur a-walc'h ?

– O ya, cheñchamant a zo sur. Ha nebeut a respet evit ar re varv e-touez an dud bremañ. Klevet 'peus eben bremañ-souden gant he zelefon ?

– Ya, klevet 'm eus anezhi. Bremañ e vezont tout gant hennezh war plasennoù ar c'hêrioù, er sinema, er skol...

Krog eo an dud da loariañ !

– Hag ar bezioù 'ta ? A-raok e veze lakaet mein-greun benet gant pikerien-mein. Hennezh a veze brav ha solut. Bremañ e vez lufret ar mein-greun gant mekanikoù modern dezhañ da dostaat ouzh arwez ar maen marbr. Lorc'h ha brasoni, kouda !

Met ar bezioù-mañ a vez bresk ha e vez ret din diwall da roudennañ anezhe.

– Ya, cheñch a ra an traoù, eme Sis. Petra eo deuet da vezañ ivez karr-kañv ar barrouz ?

– O ! gwerzhet eo bet, eme Lomm. Adlivet ha greet a-nevez e vez bremañ o vale bugale kaezhet en ul liorzh diduamant n'ouvean ket pelec'h du-hont e kostez Pariz.

– Unan kaer e oa, eme Sis.

– Ya, sur. Soñj 'peus petra oa skrivet warnañ ?

– 'Meus ket, avat !

– E latin e oa, eme Lomm. N'ouvean ket kalz a latin met eus se 'm eus soñj. «Hodie mihi, cras tibi» a oa skrivet warnañ. Ar pezh a sinifi e brezhoneg : «hiziv evidon, arc'hoazh evidout».

– War an hini nevez 'n eus skrivet mann ebet.

– Nann, eme Lomm, ha koulskoude war ar poent-se n'eus tamm cheñchamant ebet.

«Evel en amzer dremenet
Memestra, memestra»

evel ma lâr ar ganaouenn.

Pa gomzer eus ar c'harr-kañv kozh, eme Lomm, e teu da soñj din eus un dro erruet gantañ gwechall.

En deiz-se e oa aet da gerc'hat ur c'horf 'barzh traonienn al Leger du-hont. An hent don a oa leun a skoaselloù hag a fank evel e veze an darn vrasañ eus an heñtchoù d'ar c'houlz-se. Sac'het e oa ar c'harr-kañv en hent ha kaer en doa ar paotr-karr c'hoari gant e skourjez ne zeue ket ar marc'h. Bayard, ur marc'h kreñv koulskoude, da zisac'hañ anezhañ. A-benn ar fin e oa aet unan bennak da gerc'hat ur gazeg en tommder ha neuze, paotr, e oa deuet ar marc'h war he lerc'h hag ar c'harr-kañv plaen ha brav d'e heul. Se oa gwechall, Sis.

– Ya, Lomm, tremen a ra an amzer.

– N'eo ket an amzer a dremen, Sis.

Ni an hini a dremen !



EKOLOGIEZH

Reuz an hin, reuz an dud

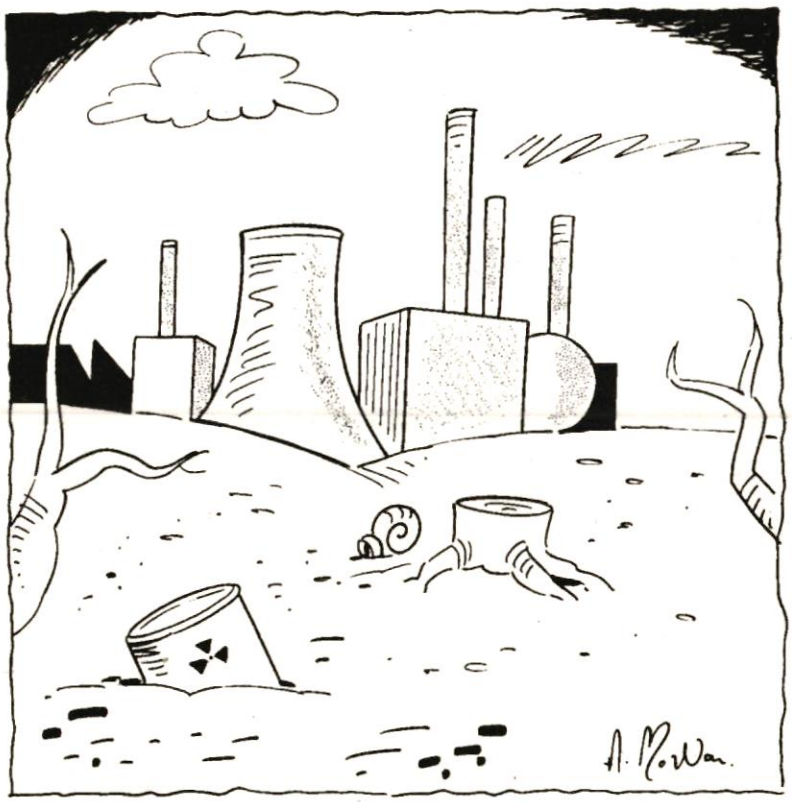
(Kendalc'h an niverenn paseet)

Emastenn an takadoù sinac'h

N'eo ket diefed emdroadur an hin war ar produadur boued er bed. N'eus bet nemet 1,2% a gresk gantañ e 1997, ur c'hresk o klotan mui pe vui gant hini ar boblañs. Kalz a lusk a zo bet kollet war an dachenn-se gant broioù war hent an diorren. Ar c'hresk izelañ e oa abaoe 1979. Enkrezus e teuas da vezañ an traoù en Afrika e su ar Sac'hara pa voe kollet ganti neuze 1% eus he froduadur endra ma chome uhel ar feur genel enni. 40% eus an dud a zo o c'houzañv eno an diouer a voued. Ar rannved nemeti eo al lodenn-se eus Afrika, bet chomet berr da lakaat ar gernez da gilañ abaoe 1970. Distrujet eo bet an trevadoù ha diskaret ar chatal gant an dour-beuz pe ar sec'hed e meur a lec'h er rannved reuzeudik-se ha seul startoc'h ez eus bet pourvezañ an ezhommeien, m'en em astenn ivez ar freuz degaset er vuhez ekonomikel gant brezelioù liesseurt.

Seul enkrezusoc'h eo deut ar gwallvagadur da vezañ, ma vez an douar o koll e nerzh produiñ e meur a lec'h, ha n'eus ket aze da lakaat emdroadur an hin da giriek. Tost da 3,5 miliard a gantarioù a zo bet dija gwallaozet, da lavarout eo 70% eus an douaroù sec'h mat da c'hounit er bed. 10 milion a gantarioù a vefe kollet bep bloaz abalamour d'an implij a vez graet anezho. N'eo ket an dezerzhioù dizourekañ hag a zo oc'h en em astenn, met an takadoù sinac'h. Goulennet e vez re digant an douar evit magañ ur boblañs o kreskiñ pe evit pourchas d'ar marc'hadoù etrebroadel an danvezioù a vez bras ar goulenn evito. Atav ez eus bet kornadoù o c'houzañv ar sec'hed bloavezhioù-pad, met adkavout a raent buan o fourvezioù dour pa zeue ar glav adarre. Re sunet e vez bremañ ar pourvezioù-se evit gortoz ar mare glavek da zont. Anat e teu dreist-holl reuz an dezerzhadur er geoteier a-hed an takadoù sinac'h, distrujet ma vezont buan gant an dreistpeuriñ.

Evit magañ poblañs ar bed e 2020 e vo ret daougementiñ ar produadur war ur gorread douar labour a chomo, mui pe vui, ar memes hini, hag, evel-just evit ma vefe padus an implij, hop gwallaozañ an endro. Pa vez kresket gorread an douar labour hag e nerzh produiñ, ne vez ket atav siwazh evit diskoulmañ kudenn an naon. En ur vro evel Brazil, da skouer, daoust ma'z eus a-walc'h a zouar evit magañ an holl, e vez 20% eus an dud o c'houzañv an diouer a voued. Emañ eno an douaroù etre daouam perc'henned pinvidik-mor ha dibabet e vez ganto, lakaat ar parkeier dindan danvezioù da ezporzhiañ, evel ar c'hafe, a-benn gounit teulennoù na vint ket implijet evit terriñ ezhommoù retañ ar boblañs



met evit prenañ madoù oberiet a chomo gant ar renkadoù uhelañ.

Un dañjer evit ar yec'hed

Un dañjer eo ivez uheladenn an derez-gwrez evit ar yec'hed dre ma vez kreñvaet gantañ nerzh-tagañ ar mikrobed noazus. Seul enkrezusoc'h eo ar gudenn, ma vez muioc'h muiañ a dud dibourvez en Trede Bed oc'h en em vodañ e-barzh keodedoù divent lec'h ma fazi an aezamantoù ha lec'h ma vez saotret buan ar pourvezioù dour. Kroget ez eus dija, e-kerz ar bloavezioù tremenet, forzh kleñvedoù kontammus d'ober o reuz e-barzh kornadoù lec'h ma oant dianav pe lec'h ma oant aet da get pell'zo. Startoc'h e teu ouzhpenn-se ar stourm outo pa ez eus en em stummet lignezoù mikrobed a vez kreñvoc'h o nerzh talin ouzh al louzeier efedusañ implijet betek-hen evit parean ar c'hleñvedoù degaset ganto. Dre ma vez ar c'hleñvedoù-se o tizhout dreist-holl evit ar mare poblañsoù dister o galloud prenañ, ne vez ket soursiet kalz outo gant ar farderien louzoù (13 hepken diwar ar 1223 seurt louzeier nevez lakaet war ar marc'had etre 1975 ha 1997, a zo bet ijinet evit pareañ kleñvedoù trovanel). Nouspet enklask a zo chomet sac'het pa ne ginnigent ket danvezioù evit ur marc'had fouezhus a-walc'h. Ne zervij an dispignoù graet war dachenn ar yec'hed nemet evit pempvedenn binvidikañ poblañs ar bed, tud Amerika an Hanternoz, Europa ha Japan. Digreskiñ a ra zokeon er broioù all.

An diskoulmoù

Aozet ez eus bet breutadegoù etrebroadel evit klask un diskoulm d'ar c'hudennoù degaset gant kreñvadur an efed ti-gwer. Divizoù a zo bet kemeret en hini dalc'het e Rio e 1992 evit stabilaat live an dilaoskadennoù gaz. Anat eo ne c'heller kinnig diskoulmoù a lakafe broioù an Trede Bed da ziskregiñ diouzh o strivoù war hent an diorren. Divizet ez eus bet lakaat ar saotrerien da baeañ un taos war an dilaoskadennoù gaz ha framañ ur marc'had eskemm evit an aotreoù saotrañ. Ur vreutadeg all a zo bet dalc'het e Kyoto e 1997. Izeloc'h e vefe koust an dibaboù ret evit lakaat an dilaoskadennoù gaz da zigreskiñ, eget koust ar gwallzarvoudoù naturel degaset ganto. Dister e chom siwazh ar youl evit lakaat an holl d'ober dibaboù fur war meur a dachenn.

Paol AR MEUR

Ma zad a oa eostour hadou

Attention mon père
aux mafieux de la semence !

Ma zad a rae e had
Ma zud a rae o had
Mam bro a rae he had
E'it magañ an ti-had.

Ar gelloud-se o doa
Hep renk, hep mank, hep blank
A rummad da rummad
Hep renk, hep mank, hep blank.

An had 'veze doujet
Ust'el un dra sakret
Lazhañ an had, ar jerm
Piv en dehe soñjet ?

Ma zad, touch d' ar vuhez
N' ho pehe ket kredet
Unan bremañ a gred
Mosanto eo a gred.

Mosanto eo a luc'h bremañ beg an Olymp
E beg mânez uhel lugernus ar skiantoù
Zeus zo kouezhet ha Mo-santo mestr an doueoù
"Daoulinit tud dizesk ha plegit ho pennoù.

"Gres da ma brevetoù, bremañ eh aoc'h pell
"Sentit din, peisanted, selaouit ma Aviel
"Ni eo a ouia kar hon beus-ni gwraet studioù
"Ha genomp brevetoù, brevetoù d' an hadoù.

"An hadoù hag ar bev zo un afer serius
"Laoskait-ni da soñjal hag hoc'h eost 'vo frwezhus
"Hadit, hadit, un had a ma re Mosanto
"Terminator ! Terminator ! Terminator !"

Ma zad na sot e oac'h get ar jerm a ouarnec'h
Ar gwinizh a virec'h, ar c'hole a zalc'hec'h !
Pobl Sumer sot e oac'h é sevel sulerioù
Galianed sot e oac'h é ouarn ho kranennoù !

Virjil na sot e oac'h get rac'h hoc'h alioù
Na c'hwi Zeus get ho had àr wagennoù ar mor
Ma c'hanas Aphrodit mamm Eros sot e oac'h !
Eros – ar c'hoant lazhet – e'it mabden pebezh trec'h !

Er-maez a v/Mosanto, skiant 'bet kén, had'bet kén
Daoulinit ha plegit pobloù izel ho kein
Er-maez a v/Mosanto, skiant 'bet kén, had 'bet kén
Daoulinit ha plegit pobloù izel ho kein.

Ha hir 'vehe an hent etre an eost Aryan
Ha kani Mosanto ? 'lies 'n em c'houlennan.
An eil : "Da veg ar Yeun ar pobloù dishañval"
Egile : "D' an Elez an hadoù dishañval"

Ma zad a rae e had
Ma zud a rae o had
Mam bro a rae he had
E'it magañ an ti-had.

Mosanto 'lazh an had
Mosanto 'ouarn e had
Evit mad un dornad
A vo mestr er marc'had.

Ma zad, ma zud , ma fobl, kemerit falz ha forc'h
Ha kasit buañ d' an diaz parkoù ed Mosant-oc'h
Ma zad, ma zud, ma fobl, kemerit falz ha forc'h
Ha kasit buañ d' an diaz parkoù ed Mosant-oc'h !

Ma zad a oa 'el e dadoù eostour hadoù
Mosanto hag Hitler an daoù a lazh hadoù.
Ma zad a oa 'el e dadoù eostour hadoù
Ma mab a vo 'el e dadoù eostour hadoù !

Herri AR BORGN

KINNIGOÙ LABOUR

Emañ DIWAN o klask evit distro-skol 2000

● **kelennerien** evit al lise hag ar skolajoù evit kelenn un nebeud eurvezhioù ha bezañ stajiad war un dro :
– E.P.S. el lise e Karaez,
– Skiantoù, galleg, istor-geografiezh e Skolaj Bro-Wened,
– hag all...

● kelennerien evit kemer **erlec'hiadennoù** e karg e-kerz ar bloavezh-skol 2000/2001

● **kasourien** evit ober war-dro ar skolajidi hag al liseidi e diavaez ar c'hentelioù
– ur penngasour (BAK + DEFA) evit skolaj Kemper,
– ur c'hasour pe ur gasourez evit al lise staliet e Karaez,
– kasourien evit un nebeud eurvezhioù e Kemper, Plijidi hag Ar Releg.

Brezhoneg dre ret evit an holl postoù.
Lizher ha C.V. da gas da : Diwan - BP 147 - 29411 Landerne Cedex

KINNIGOÙ LABOUR

Emañ Diwan o klask erlec'hidi ha danvez-skolaerien evit an adkrog-skol 2000/2001. Ar stummadur kinniget a zo staliet e Kemper.

Live Bac+3 goulennet Brezhoneg komzet ha skrivet

●

Lizher ha C.V. da gas da :
Diwan - BP 147 -
29411 Landerne Cedex

KINNIGOÙ LABOUR

Emañ Diwan o klask un den da vont war bost "impli-yaouank"

Ur (g)c'haseur(ez) evit :
– degemer ar vugale er skol d'ar mintin, da greizteiz ha goude ar c'hlas ;
– sikour gant ar skolaerien war an amzer skol ;
– ober war-dro ar greizenn-dudi.

An den-man a oar brezhoneg, en deus live ar vachelouriezh ha gouest eo da vont e darempred gant bugale.

Ret eo dezhan kaout ar BAFA pe an em stumañ da gaout anezhañ

●

Lizher ha C.V. da gas da :
AEP Diwan Bro-Naoned, 106 rue du Corps de garde, 44100 Naoned

YALC'HADOU

Gant Skol-Uhel ar Vro, ez eus bet krouet yalc'hadoù evit skoazellañ ar skrivagnerien a skriv romantoù evit ar grennarded. D'ar re a zo dedennet gant ur seurt rakres da skrivañ pe da bellgomz da : Skol Uhel ar Vro - 1, straed Raoul Ponchon - 35069 Roazhon cedex. Pellgomz : 02.99.87.58.00.

Lakaet e brezhoneg

Skrivet en deus Roparz Hemon – Doue Péguy ha Chevènement d'e bardono ! – *"Huñvreet em eus alies e welen e Breizh-da-zont, digabestret, ur bagad tud, mignoned war un dro d'ar studi ha d'ar gened, o klask e pep bro hag e pep amzer magadur-spered da Vreizh."* En hor bro, digabestret pe nann, e huñvre a zo deut da wir. Kinniget e vez deomp adarre oberennoù "lakaet e brezhoneg".

Kenderc'hel a ra Brud Nevez Emgleo Breiz da embann pezhioù-c'hoari J.M. Synge, (1871-1909). Goude *Lubaner Kreiz Breiz* e vo kavet *Puñs ar Zent*, bet c'hoariet gant Strollad Plougin.

Istor Martin Doul ha Mary Doul an hini eo. Priedoù dall o daou. Ur manac'h war vale,"Ar Zant" en deus galloud, e kichen Puñs ar Zent, da reiñ dezho ar sklerijenn. Siwazh ! Ar bed a oa gwelloc'h ganto a-raok ! Entanet Martin Doul a zispleg : *"Ar pez am-eus da lavared, ni, an dud dall, a zo lemmoh or gweled eged hoh hini, a lavaran deoh, pal oam azezet en noz klouar, o selaou an evned hag ar gwenan o voudal e geot ar foñzell ; pa glever anezo o nijal a-viliadou en êr, pa zellom en or spered eun neñv brao-meurbed, hag e welom lennou ha steriou ledan, ha torgennou brao o hortoz ar bal hag an alar".*

Hag an daou bried, goulennet ganto bezañ dall adarre, da vont war-zu ar c'hreisteiz. Hag ar re all didruez outo, evel ma lavar Timmy, un den deut, kozh awalc'h, met kreñv c'hoazh : *"Bez' ez eus eur bern steriou war hent ar heistreiz, ken c'hwezet ma ranker lammad deuz an eil mên d'egile evid dond a-benn da dreuzi anezo. Setu, d'am zoñj n'ez int ket pell a-raog beza beuzet, se zo sur."*

Evel *Lubaner Kreiz Breiz* eo bet renket oberenn Synge evit bezañ c'hoariet e Breizh, evit bezañ komprennet aesoc'h gant tud hon amzer-ni. Met adlabouret eo bet ar skrid brezhonek gant skipailh Brud Nevez, o chom tost ouzh skrid gwirion en saozneg-Iwerzhon. Ur bern notennoù a vo kavet e traon ar pajennoù, al lodenn vrasañ mat-kenan evit al lennerien. Hag ul levr en ur brezhoneg aes da gompren.



Kenderc'nel a ra ivez Skrid da ginnig deomp oberennoù lakaet e brezhoneg. Barzhonegoù skrivet gant ur barzh eus Galiza, Claudio Rodriguez Fer, ganet e 1956 e Lugo. Un den awenet gant Breizh hag ar geltiegezh. Lod a lavar deomp penaos Galiza n'eo ket ur vro geltiek. Arabat lavarout an dra-se da C.R.Fer.

Mioc'h kalz eget mil bloaz, ul levr brav-tre, un dibab barzhonegoù ha divyezhek. Ur raklavar savet gant Maria Lopo a zishouez dimp piv eo ar barzhmañ. Pezhioù ar barzhasmañ a zo tennet eus oberennoù embannet etre 1979 ha 1997.

Rannet eo bet ar barzhas etre teir lodenn. *"Koadeier ha Barzhed", Maouezed ha Troelloù", "Emgannoù ha angerzhoù".* Siwazh din n'hellan ket kompren ul lodenn vat eus al levr kaer-se. Ur bern gerioù n'int ket da vezañ kavet, zoken, e-barzh ar *Favereau* tev !... "Lakaet e brezhoneg gant Herve ar Bihan, Alan Botrel, Gwendal Denez... ha Maria Lono". Mat e vije bet gouzout gant pehini anezho e oa bet troet ar pezh-mañ-pezh. Bez' ez eus barzhonegoù en ur brezhoneg aes da gompren ha barzhonegoù, hag ar "raklavar", skrivet, gwechall, e vije bet lavaret e brezhoneg "chimik". Marteze e vo laret bremañ e brezhoneg "informatik" (pe "stlennouriel" ma blij gwelloc'h deoc'h).

A-drugarez d'an destenn e galizeg e vez, a-wechoù, tu da intent ar ger "brezhoneg". Farsus awalc'h.

Claudio Rodriguez Fer, "Barzh erotek ha rezidkar", ("libertario", e galizeg !) a skriv, hervez ar pezh am eus klevet en un doare eeunoc'h en e yezh.

"Lakaet e brezhoneg" ? Ya, met evit piv ? Dipitus eo evit lod eus ar re a gustum lenn "brezhoneg", yezh bev.

Glaoda MILLOUR

Synge J.M., *Puñs ar Zent*. 85 p. 50 L. Brud Nevez Emgleo Breiz.

Fer Claudio Rodriguez, *Muioc'h eget mil bloaz*. 107 p. 60 L. Skrid Mouladurioù Hor Yezh.

AL LIAMM

Niverenn 319

Enni eo bras lodenn ar gwerzennoù, gant André Navellou o livañ e vro, douar ha mor, Per Denez o kanañ ar yaouankiz, Jacqueline Gibson, o tiskanañ kentoc'h war zarvoud mantrus peñse an Erika, Herve Seubil-Gernaudour oc'h enoriñ e vammoù kozh ha Jean-Yves Broudig o tezskrivañ hollvezañs ha goulloder ar gomz.

Met petra vefe un niverenn hep danevelloù ? Goulc'han Kervella, Yann Gerven ha zoken Yannig Kerleon a laka en o re ar faltazi da ren. Gant Herve ar Bihan, Raymond Neveu, Daniel Doujet e vez kont eus darvoudoù boutin, fentus pe griz, ar vuhez. Ar vuhez adarre, he c'hevrin, he red a c'hellfe an nen kemmañ, a zo danvez preder Ann en he skrid.

N'eus nemet ur studiadenn en taol-man, hini Per ar Bihan gouestlet d'ar filmaozour brudet John Ford, iwerzhonad a orin. Dres a-raok degouezhout gant an notennoù bev ha kentelius, e kaver pajenn hanter ur c'hoari ijinet gant Yann Gerven ; aes eo kavout an diskoulm, sañset, daoust ma seblant da gentan kaout na penn na lost.

Aozerien an niverennoù a laka o ijin hag o faltazi en doare da ginnig ar pennadoù, oc'h ober ouzhpenn gant tresadennoù ha luc'hskeudennoù.

Ur c'houmanant-bruderezh a vez kinniget evit 150 lur, ur priz dereat-kenañ da gaout 500 pajenn da lenn. An arc'hant a zo da gas, war anv Al Liamm, da Herve Latimier, sekretour, 27 Bali Laenneg, 35000 Roazhon.

Marzhin GROGENNEG

Chroniques de l'Anti-Bretagne

Un agent public menacé par sa hiérarchie pour une annonce en langue bretonne sur la ligne Paris-Quimper : la SNCF déraille !

Ouest-France révèle dans son édition du 19 mai qu'un agent de la SNCF a été menacé de sanctions disciplinaires pour avoir effectué une annonce en breton sur la ligne Paris-Quimper. Il va sans dire que cette annonce très lapidaire *(«Degemer mad e Breizh gant ar Marh Du !» «Bienvenue en Bretagne avec le rail !»)* avait été précédée de la même annonce en français... mais aussi en anglais et en allemand.

Le supérieur hiérarchique de cet agent a sévi à la suite d'*«une réclamation d'un client sur le train 8762 du 1er octobre 1999»*. Il suffit donc qu'un ayatollah anti-breton vienne se plaindre pour que la SNCF s'exécute et menace l'un de ses agents. Mais à quelle époque et dans quel pays vivons-nous ? La direction régionale de la SNCF entend-elle reconstituer l'Espagne franquiste ?

Dans sa lettre le supérieur écrit : *«Je vous rappelle que les textes réglementaires ne prévoient pas la diffusion d'annonces dans cette langue et vous demande d'arrêter»*. L'UDB déplore que les textes réglementaires ne le prévoient pas mais jusqu'à preuve du contraire, dans un Etat qui se veut démocratique, tout ce qui n'est pas prévu par la réglementation n'est pas obligatoirement interdit !

Suivent des menaces on ne peut plus explicites. *«J'attire votre attention sur les mesures qui pourraient être prises à votre encontre si vcus persistez dans cette voie»*. A l'heure où les syndicats se préoccupent, à juste titre, des cas de harcèlement moral au travail, l'UDB espère qu'ils sauront se montrer solidaires de ce salarié.

Afin de mettre un terme aux menaces qui pèsent sur l'agent, l'UDB invite les Bretons et tous les démocrates à écrire au directeur régional de la SNCF (22 boulevard Beaumont, 35000 Rennes) et à téléphoner à la direction de la communication (02.99.29.12.07).

Le Conseil Général du Morbihan veut interdire la signalisation bilingue sur les sites touristiques

A la demande de la fédération Emglev Bro An Oriant et de Yannick Quénéhervé, adjoint au maire UDB de Lanester et membre de la commission intercommunale chargée du tourisme, le conseil du district du Pays de Lorient, aujourd'hui transformé en communauté d'agglomération, avait adopté en 1999 le principe d'une signalisation bilingue sur tous les sites touristiques gérés par l'intercommunalité.

Dans une lettre du 8 décembre 1999, P. Bouric, le secrétaire général du Conseil général du Morbihan, mis en place par Raymond Marcellin, écrit que *«le Conseil général n'accepte pas la signalisation bilingue pour des raisons de lisibilité»*.

En réalité, il semblerait que les conseillers généraux n'aient pas été consultés et que P. Broudic, qui n'a aucune légitimité populaire, ait pris cette décision tout seul, ce qui à vrai dire ne surprendra personne dans le Morbihan mais qui en dit long sur le fonctionnement de la démocratie dans cette instance.

Solenn LE ROUZIC

Chantiers de l'Atlantique : L'UDB condamne la convention interpatronale du 4 mai, tendant à exclure le recrutement en Loire-Atlantique

L'Union Démocratique Bretonne a pris connaissance avec stupéfaction de la convention signée le 4 mai entre les chantiers de l'Atlantique et les organisations patronales de la Métallurgie et du Bâtiment, aux termes de laquelle les chantiers de l'Atlantique s'engagent à recruter désormais hors des «Pays-de-la-Loire» leur personnel qualifié !

Compte tenu de la répartition géographique des compétences en matière de construction navale, cette formule revient à exclure essentiellement, de fait, les recrutements en Loire-Atlantique.

Or, chacun sait que les salariés de la navale en Loire-Atlantique ont payé au cours des dernières décennies un lourd tribut aux fermetures de chantiers en Basse-Loire. On n'a pas entendu parler à l'époque de conventions inter-patronales tendant à privilégier leur embauche. Et un certain nombre d'entre eux, expérimentés, sont encore disponibles.

De plus, malgré les améliorations récentes, la Loire-Atlantique reste l'un des départements bretons les plus touchés par le chômage.

Enfin, l'aide apportée aux chantiers par les collectivités locales pendant les années noires justifierait une toute autre attitude aujourd'hui où les choses vont mieux, de la part des responsables patronaux des chantiers de l'Atlantique.

Au lieu de cela, l'exclusion des recrutements en Loire-Atlantique, dont la légalité est au demeurant sujette à caution, apparaît comme une pure entente patronale, motivée par une volonté de comprimer les coûts salariaux, sur le dos des travailleurs et des chômeurs, pour éviter que ces salariés et ces chômeurs bénéficient à leur tour de la croissance dans un département qui l'attend depuis bientôt quarante ans.

L'UDB attend des pouvoirs publics locaux une action déterminée en vue d'annuler la convention inter-patronale incriminée.

M.F.

Un téléspectateur écrit à FR3 West

à Monsieur Letellier
présentateur du journal
de F3 WEST

Monsieur,

Je viens, ce 19 mai 2000, de vous voir à la télévision commenter l'attitude de la SNCF envers un agent bretonnant et celle des membres de l'association des employeurs bretonnants souhaitant embaucher des bretonnants en Bretagne.

Votre remarque, « match nul », qui renvoie ces deux situations dos à dos, est indécente, voire insultante.

D'un côté, une entreprise d'Etat bannit le breton, mais accepte les annonces en langue étrangère (et pourquoi pas ?), ce qui témoigne d'un rejet de la langue bretonne, renvoyée à sa non-existence légale.

De l'autre, une association qui souhaite que la langue bretonne, hors-la-loi, sans statut, soit protégée par ses membres, ici dans le cadre de l'entreprise privée, quand une entreprise publique la persécute.

Votre commentaire et ce rapprochement tendancieux insultent l'intelligence des téléspectateurs et ne font pas honneur à la vôtre, qui assimile ceux qui excluent la langue bretonne et ceux qui veulent la promouvoir.

Il me semble que vous avez su témoigner par le passé d'une attitude antiraciste.

Ne nous laissez pas penser que ces temps-là ne sont plus.

Vous qui apparaissez à l'écran comme un promoteur du Grand Ouest, négation absolue de la Bretagne et de sa langue, ne soyez pas non plus le pionnier d'un Far west où, tel le bon indien, le bon bretonnant, le bien pensant, serait un bretonnant mort.

Mark KERRAIN,
Rennes

Suite à la publication dans le numéro de mai du Peuple Breton de l'article de notre invité, le réalisateur de télévision Michel Treguer («Soñjou evit ur mare kriz»), Fanch Broudic, important responsable de FR3 Ouest, nous a adressé une mise au point qu'il nous demande de publier. Ce que nous faisons très volontiers.

Comme il est d'usage, nous avons communiqué le texte de Fanch Broudic à Michel Treguer, qui s'exprime à son tour ci-après.

La rédaction du P.B.

Journaliste dans le service public de l'audio-visuel, je n'ai pas à prendre position sur les points de vue défendus dans le dernier numéro du "Peuple Breton" par un réalisateur apprécié, en l'occurrence Michel Tréguer.

Je ne cherche pas non plus à être le chevalier blanc qui défendrait à tout prix le service public. Je ne considère évidemment pas qu'il est illégitime que l'on exprime à son endroit telle ou telle analyse, pour le passé comme pour le présent. Mais je suis surpris des procès d'intention qu'on lui fait et des inexactitudes que l'on colporte trop volontiers à son sujet. Bien sûr, la télévision (régionale ou pas) est toujours perfectible. Mais si "carences" elle a "devant les siècles des siècles", sont-elles seulement les siennes ?

C'est lorsque la mémoire se fait sélective que l'on commence à gommer les faits. Je peux tout de même vous signaler que des émissions de télévision ont été consacrées de leur vivant (pour ne reprendre que quelques-uns des noms cités par M. Tréguer) à Xavier de Langlais, Fransez Kervella, Maodez Glanndour ou Per Bourdelles. Mais aussi (pour m'en tenir à quelques disparus qu'il ne cite pas) à Anjela Duval, Fanch Gourvil, Glenmor, Per-Jakez Hélias, Armand Keravel. D'éminents bretonnants toujours vivants sont passés à la télévision dès le début des années 70, c'est-à-dire dès la création du premier magazine en breton, "Breiz o veva". Je me souviens aussi d'avoir interviewé pour la radio nombre de personnalités bretonnantes (et je n'ai pas été le seul à le faire). Et d'avoir consacré à Roparz Hemon une émission qui m'a d'ailleurs valu quelques soucis.

Dans le même temps, que je sache, d'autres interviewaient René Pléven ou Yves Le Foll. L'histoire (même récente) ou le présent de la Bretagne ne se limitent pas à ce qu'il est convenu d'appeler le mouvement breton.

J'estime qu'il est du devoir et de l'honneur de la télévision régionale publique que d'aborder toutes les questions, y compris celles-là, dans un esprit d'ouverture, de manière pluraliste et avec le regard critique qui s'impose. Sachez qu'après avoir ausculté un siècle de musiques bretonnes, à France 3 Ouest nous avons pris l'an dernier la décision de mettre en fabrication, en co-production avec la société Kalanna, une série d'émissions sur un siècle d'écrivains de langue bretonne - ceux du XX[e] siècle. Sont concernés dans un premier temps: Yann-Ber Kalloc'h (diffusé en mai), Roparz Hemon (à qui nous allons consacrer deux émissions spéciales le samedi 16 et le dimanche 17 juin), Tanguy Malmanche (dont le réalisateur est M. Tréguer), Youenn Drezen, Per-Jakez Hélias.

Fanch BROUDIC

Fanch se décide à monter au créneau pour défendre son employeur. Ainsi la discussion est ouverte. Il s'agit bien, en effet, de « l'honneur du service public », de l'honnêteté journalistique et même de conceptions de la vérité.

Il n'est pas nécessaire d'être un nationaliste breton pour penser que l'histoire de Bretagne y compris celle du nationalisme breton, devrait fournir de passionnants sujets d'émission. Or, ils ont été jusqu'à ce jour quasiment tabous à France 3 Ouest. Quand on les proposait au directeur des programmes, on se faisait répondre qu'« ils n'intéresseraient pas les téléspectateurs du Mans ou d'Angers ». Le même a refusé de coproduire le film « BZH » de Maria Hélia et Olivier Bourbeillen qui n'était pourtant pas un brûlot nationaliste. Je ne reviens pas sur tous ces morts dont on se décide à parler depuis qu'ils sont morts, mais qu'on a peu sollicité de leur vivant. J'ai moi-même deux fois proposé à Fañch Broudic d'adapter une très jolie nouvelle de Goulc'han Kervella qui conte l'arrivée à Rennes le premier jour d'inscription pour la licence de breton de quelques morts-vivants échappés de leur tombe irlandaise. Je me souviens des mots précis de sa réponse : « On ne parle pas de ces choses-là ».

Il est vrai que je vais faire un portrait du dramaturge Tanguy Malmanche dans une série coproduite par France 3. Mais Fañch oublie de dire qu'il a supprimé ma modeste série « Brezhonegerien » dont le but simple et clair était d'offrir la parole à toute personne parlant breton quelle qu'elle soit : on y a vu des amis de Fañch comme Jean Le Dû en Jean Le Lagadec. Mais je suppose qu'il ne m'a pas été pardonné d'y placer aussi des militants bretons très engagés ou un personnage plus sulfureux comme Goulven Penaod. Ces choix n'avaient rien à voir avec mes propres idées. Pour moi, la vérité ne se partage pas. Je n'imagine pas un service public qui se permette de trier les citoyens en fonction des opinions des journalistes ou en fonction des idéologies régnantes. Tout le monde a le droit à la parole. Tout le monde est intéressant. Sinon c'est la guerre et je ne veux pas d'un tel monde, ravagé par des partis pris et des luttes obscures.

Je n'attaque pas la personne de Fañch Broudic. Chacun de nous a son histoire, ses richesses et ses limites, qui sont par définition respectables. Mais il se trouve qu'il est directeur des émissions en langue bretonne et à ce titre il est permis de l'interpeller. Je regrette qu'il en ait fait ces programmes vieillots qui ne contribuent guère à l'élaboration d'une culture moderne qui ne peuvent que faire fuir les nouveaux bretonnants. Et je m'étonne qu'il s'en soit personnellement attribué plus de la moitié (tous les dimanches). Je regrette qu'il ait supprimé tout récit de fiction : avant lui, du temps de Youenn Gwernig ou d'Alain Bienvenue, on pouvait s'y essayer, proposer à des écrivains de devenir scénaristes. Je regrette et je m'étonne qu'il ne se sente pas le moindre devoir envers les enfants bretonnants.

A suivre sans doute...

Michel TREGUER

Nous inaugurons une nouvelle rubrique intitulée «Brèves d'Europe». Régulièrement nous informerons nos lecteurs sur les activités des partis politiques européens que l'UDB côtoie au sein du Parti démocratique des peuples d'Europe –Alliance libre européenne (PDPE-ALE) et sur l'action de leurs élus au Parlement européen. Le PDPE-ALE compte 10 députés au Parlement européen qui ont formé un groupe commun avec les députés verts.

Plus jamais d'Erika

A l'occasion du débat sur les conséquences de la catastrophe de l'Erika qui a eu lieu à Bruxelles le 3 mars dernier, le député européen de la Volksunie (Flandre), Bart Staes, a lancé un appel urgent à la Commission européenne pour qu'elle mette en place les dispositifs nécessaires pour éviter toute nouvelle catastrophe dans l'avenir.

S'exprimant au nom de l'Union Démocratique Bretonne, Bart Staes a rappelé qu'il s'agit pour la Bretagne de la septième marée noire depuis le naufrage du Torrey Canyon en 1967 et qu'aucune autre région européenne n'a autant souffert des conséquences du transport maritime de produits dangereux et polluants. En reprenant les thèses de l'UDB devant la plénière du Parlement européen, Bart Staes a plaidé en faveur de mesures strictes concernant l'assainissement de la marine marchande au niveau euroépen, couvrant tous les aspects techniques, commerciaux, sociaux et écologiques. Aucune exception pouvant impliquer des pratiques à haut risque liées aux pavillons de complaisance, voire même à des pavillons nationaux, ne devrait être admise.



Le Peuple Breton/Kristian Guyonvarc'h

Le député européen flamand Bart Staes, lors de sa récente visite en Bretagne (à gauche), écoutant Noël Yvon, le président des ostréiculteurs de la ria d'Etel.

Progression des autonomistes en Espagne

Les élections générales du 12 mars dernier en Espagne ont été favorables aux partis autonomistes membres du Parti démocratique des peuples d'Europe – Alliance libre européenne (PDPE-ALE). Ensemble ils obtiennent 13 sièges au Parlement de Madrid, soit 4 de plus qu'en 1996.

Dans le détail, au Pays basque le PNV passe de 5 à 7 sièges tandis qu'Eusko Alkartasuna conserve son siège. En Galice le BNG, poursuivant sa progression spectaculaire depuis dix ans, passe de 2 à 3 sièges et gagne plus de 80.000 voix par rapport aux élections de 1996. Avec seulement 15.000 voix de plus, le BNG aurait pu obtenir 6 sièges. En Catalogne, ERC garde son siège tout en recueillant 25.000 voix de plus qu'en 1996. En Andalousie, le Partido Andalucista (PA) gagne 70.000 voix et revient au Parlement de Madrid avec un siège.

A noter aussi l'excellent résultat du parti progressiste aragonais Chunta Aragonesista qui avec 75.000 voix décroche pour la première fois un siège au Parlement de Madrid.

Langues minorisées et droits de l'homme

Le 16 mars dernier le Parlement européen a voté plusieurs rapports concernants les droits de l'Homme et les droits fondamentaux dans l'Union européenne. Ces rapports mettent l'accent sur les failles existantes dans un certain nombre d'Etats membres dans la reconnaissance des langues dites régionales ou minoritaires ainsi que dans la protection des minorités.

Dans le cadre du rapport sur une «Charte des droits fondamentaux de l'Union européenne», la plénière du PE a notamment adopté un amendement présenté par les députés du PDPE-ALE qui demande à ce que «l'Union européenne et ses Etats membres veillent à la protection de la diversité des langues et cultures d'Europe, en particulier des langues et cultures régionales et minoritaires, et, à cette fin, garantissent aux citoyens de l'Union la possibilité de conserver et de développer leurs propres langues et cultures dans le domaine public et privé».

Le SNP en tête des sondages pour le Parlement écossais

Selon le dernier sondage du journal The Herald, le Scottish national party (SNP) dépasserait les travaillistes en intentions de vote en vue d'éventuelles élections au Parlement d'Ecosse. Il s'agit du meilleur sondage pour le SNP depuis août 1998, alors que le Parti travailliste obtient son plus mauvais score depuis juin 1992. Avec ces résultats, le SNP deviendrait le premier parti du Parlement écossais avec 49 sièges, soit 7 de plus que les travaillistes. Cette nouvelle donne pourrait remettre en question la domination exercée par les travaillistes en Ecosse depuis 25 ans.

EUZKADI

Progrès autonomiste lors d'une élection partielle

Une élection partielle a eu lieu le 21 mai dans le canton de Saint-Etienne-de-Baïgorry (Pays basque-Nord). Un candidat, classé "divers droite" arrive en tête avec 37 % des suffrages. Il est suivi par Jean-Michel Galant, maire d'Ascarat, candidat «abertzale» (patriote) qui obtient près de 18,4 % des voix. Il devance deux autres candidats de droite qui se retirent sans donner de consignes de vote, cependant que le candidat socialiste n'ayant obtenu que 8,2 % est éliminé. Lors des dernières cantonales, le candidat «abertzale» avait obtenu 11,8 % des suffrages. Un beau progrès !

FEROE

L'archipel négocie son indépendance

Le chef du gouvernement autonome des Féroé, archipel situé entre l'Ecosse et l'Islande, négocie actuellement avec le Danemark l'indépendance souhaitée par une partie de la population de 45.000 habitants. Un régime d'autonomie a été mis en place en 1948 par le Danemark, dont dépendait l'archipel depuis six siècles. Mais, depuis un scandale bancaire dans les années 90, les Féringiens ont perdu confiance dans la métropole et une coalition indépendantiste a été élue en 1998.

Mais l'archipel bénéficie chaque année d'une enveloppe financière versée par le Danemark, que le gouvernement danois n'entend pas verser au-delà d'une période transitoire de trois à quatre ans, alors que l'actuel gouvernement autonome souhaiterait en bénéficier pendant quinze ans. Les Férigiens fondent beaucoup d'espoir sur l'exploitation du pétrole qui ne commencera pas avant 2005, au plus tôt.

Le gouvernement autonome voudrait organiser un référendum sur l'indépendance dès l'automne. Mais l'issue en est incertaine et pour rassurer les Féringiens qui ne veulent pas rompre avec le Danemark, une solution à la «Commonwealth» pourrait être trouvée : la reine du Danemark resterait souveraine des îles et la monnaie resterait la couronne danoise. Notons que, pour préserver leurs zones de pêche, les Férigiens souhaitent rester en dehors de l'Union européenne.

Espoir de paix en Irlande du Nord

Le PB de janvier dernier publiait un article sans doute trop optimiste sur l'avancée vers la paix en Irlande du Nord. En effet, le refus de l'I.R.A. de céder aux exigences unionistes en matière de désarmement a entraîné la suppression des institutions autonomes le 11 février et la mise en sommeil du conseil ministériel Nord-Sud. Cependant l'espoir renaît actuellement.

Un important engagement de l'I.R.A

C'est un engagement historique que vient de prendre l'Armée républicaine irlandaise. Jamais elle ne s'était engagée de façon aussi claire et formelle à se défaire de ses armes. Après une trentaine d'heures de négociations, les 5 et 6 mai, entre les premiers ministres d'Irlande et du Royaume-Uni et toutes les parties prenantes au conflit nord-irlandais, un pas important a été fait.

Dans une déclaration transmise à la B.B.C., l'I.R.A. «s'engage à mettre en œuvre un processus qui mettra, de manière complète, vérifiable, ses armes hors d'usage». L'I.R.A. qui considère «n'avoir jamais été vaincue» par les Britanniques, se déclare prête à ouvrir certaines de ses caches d'armes, dans les prochaines semaines, à «des inspections par des tierces personnes agréées». Ces personnes feront leur rapport à la Commission internationale indépendante pour le désarmement, structure créée en 1998 dans le cadre des accords du «Vendredi-saint». Ce sont Martti Ahtisaari, ancien président finlandais, et Cyril Ramaphosa, ancien secrétaire général du Conseil national sud-africain.

Des concessions aux deux camps

La déclaration de l'I.R.A. du 6 mai devrait permettre de rétablir, à condition que les unionistes l'acceptent, les institutions autonomes de la province, à commencer par le gouvernement nord-irlandais.

A l'issue des négociations, les gouvernements irlandais et britanniques ont publié une «déclaration conjointe» prévoyant des développements répondant en partie aux exigences des deux camps.

Les républicains obtiennent la poursuite de la libération de leurs prisonniers, la mise en place de commissions visant à établir l'égalité entre catholiques et protestants en matière de justice, et un allégement progressif du dispositif militaire en Irlande du Nord où il reste 15 000 soldats et 13000 policiers britanniques.

Les unionistes, qui gardent le contrôle de l'économie, de la justice et de l'administration, reçoivent l'assurance que les républicains sont réellement engagés dans la paix et sont prêts à détruire leurs armes de manière vérifiable.

Gerry Adams, leader du Sinn Féin, la branche politique de l'I.R.A., a rappelé le 7 mai, à quel point la démarche de celle-ci était «émotionnellement douloureuse» pour des personnes qui avaient juré de ne pas se défaire de leurs armes tant qu'un soldat britannique resterait sur le sol irlandais.

Il a invité les unionistes à «saisir l'opportunité exceptionnelle» qui s'offre à l'Irlande du Nord en vue d'une paix juste et solide.

Les réticences unionistes

David Trimble a reconnu le 7 mai que l'offre de l'I.R.A. contenait «des choses intéressantes et nouvelles» mais que celles-ci posent aussi beaucoup de questions». Le leader du Parti unioniste d'Ulster (U.U.P), parti majoritaire dans la communauté protestante et plus modéré que le Parti unioniste démocratique (D.U.P.) de Ian Paisley, opposé au processus de paix, a demandé à rencontrer au plus tôt les deux personnalités «neutres», agréées par l'I.R.A. et les gouvernements britannique et irlandais pour discuter de l'inspection des arsenaux clandestins de l'I.R.A. et de la façon de parvenir à une destruction totale des armes.

David Trimble, qui a montré qu'il voulait la réconciliation des communautés confessionnelles, doit maintenant convaincre la majorité de l'U.U.P. de la solidité des engagements pris. Jugé trop mou par de nombreux activistes loyalistes, il a failli être mis en minorité en avril. Le grand conseil de l'U.U.P. (860 personnes) se réunira le 27 mai. David Trimble aura fort à faire pour convaincre son parti. Son second, John Taylor, a rallié le camp des durs opposés à la réforme de la police nord-irlandaise (composée à 90 % de protestants) prévue par Londres, avec entrée de davantage de catholiques et abandon de références à la monarchie britannique. John Taylor votera contre le rétablissement du gouvernement nord-irlandais accepté et souhaité par David Trimble qui en est le chef. L'espoir de paix est encore fragile et menacé par l'intransigeance des unionistes.

Ne soyons donc pas trop optimistes.

Yves JARDIN

Chaque mois depuis 1969

armor magazine

présente et commente

LA VIE BRETONNE

B.P. 419 - 22404 LAMBALLE CEDEX

Djibouti : un espoir de paix

Mohamed Kadamy, représentant du Front pour la restauration de l'unité et de la démocratie à Djibouti, (F.R.U.D) était présent en Bretagne fin avril. Effectuée dans le cadre d'une tournée européenne, cette visite avait pour but de faire connaître la situation nouvelle créée à Djibouti par un accord cadre de réforme et de concorde civile signé par le gouvernement et l'opposition armée représentée par le F.R.U.D.

L'objectif de cet accord ? Mettre rapidement en place des réformes dans le sens de plus de démocratie, et de gestion saine et transparente des affaires publiques. « Le Peuple Breton » a rencontré Mohamed Kadamy pour en savoir plus.

Le P.B. : *Quelle est la portée de cet accord ?*

Mohamed Kadamy : « De cet accord dépend l'avenir de Djibouti. Après avoir refusé pendant 10 ans de négocier avec son opposition, le pouvoir, responsable d'une situation catastrophique, s'est enfin résolu à signer cet accord-cadre. Sa volonté est-elle réelle ou de façade ? Depuis trois mois que cet accord a été signé, il y a eu libération de prisonniers (j'ai pu en bénéficier), mais il reste encore en prison des opposants éthiopiens et même des mineurs menacés d'extradition. L'arbitraire n'a pas reculé en ce qui concerne la justice. Par ailleurs, les zones tenues par l'armée gouvernementale n'ont pas encore été déminées. De plus la population des régions afars (l'une des deux communautés de Djibouti, avec celle des Issas), souffre toujours d'un blocus alimentaire et sanitaire. Les ONG n'ont pas accès à ces territoires, et 200.000 personnes risquent la famine à Tadjura, Dikil, Obok. Pour eux, il n'y a pas de changement ».

Le P.B. : *Quel est le sens de cette tournée effectuée en Europe ?*

Mohamed Kadamy : « Il faut d'abord qu'il y ait un maximum de témoins de cet accord, pour que le gouvernement de Djibouti ne se dérobe pas à ses responsabilités. C'est aussi un appel à l'aide humanitaire. Ma visite en Bretagne fait écho a l'accueil que nous avons reçu ici en octobre 1997. A cette époque, notre président, M. Ahmed Dini, était venu faire à Brest une conférence pour dénoncer la dérive dramatique de notre république. Les Bretons ont été solidaires de notre combat pour le rétablissement de la démocratie. Cet accord de paix ouvre aujourd'hui des perspectives de coopération et d'échanges pour que la population, privée de tout espoir d'améliorer son sort, puisse rapidement reprendre confiance et reconstruire sa vie ».



Photo Amigo-Habib

Rue de Siam, à Brest : à gauche Mohamed Kadamy, représentant du FRUD en Europe, et Abderraman Habib, militant des Droits de l'Homme.

Le P.B. : *Des exemples ?*

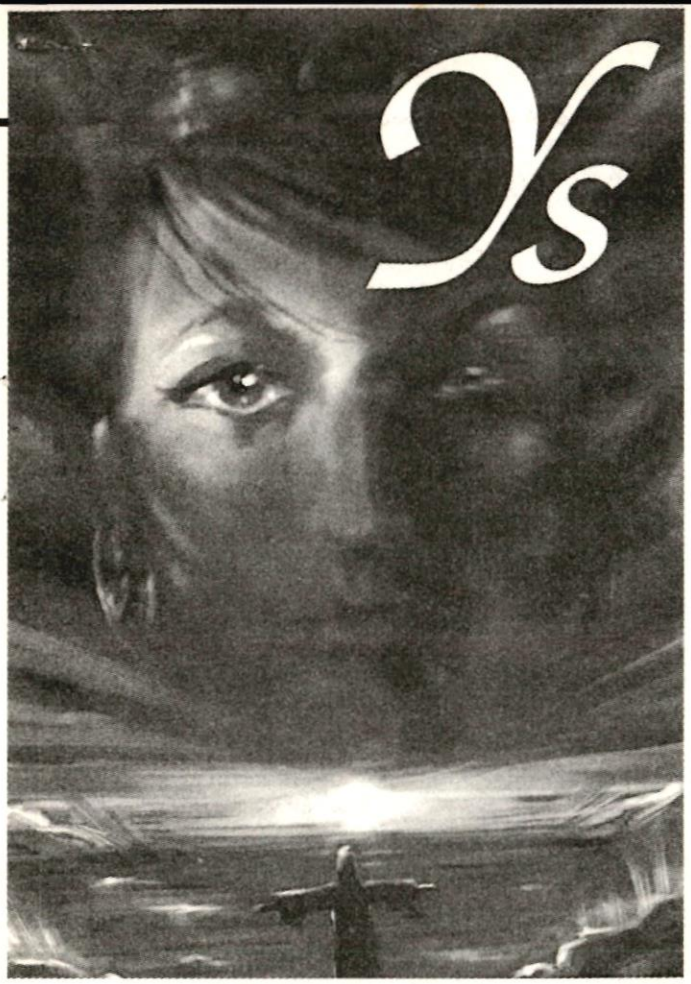
Mohamed Kadamy : « Le rôle de la mer est capital pour le développement de la république de Djibouti. La situation est aujourd'hui désastreuse. On voit des pêcheurs de la région d'Obok, dont le port a été détruit, reprendre la vie de nomade pour survivre ! La Bretagne aurait un rôle à jouer pour que nos activités maritimes, notamment celles liées à la pêche, puissent reprendre. Sans attendre que les accords politiques se concrétisent davantage, nous souhaiterions que des contacts s'établissent entre professionnels de la mer bretons et nos pêcheurs.

L'espoir suscité par cet accord est grand. Nous devons profiter de cette dynamique pour lancer des activités concrètes. Au-delà de l'accueil enthousiaste de la population, lors de la venue de la délégation du FRUD à Djibouti, pour mener les négociations, les gens ont besoin de signes tangibles d'encouragement pour reprendre des initiatives. Nous voulons donner toutes ses chances à la paix. Cette paix pourrait favoriser le retour d'une coexistence harmonieuse entre nos communautés afar et somalie, coexistence malmenée par la dérive clanique du pouvoir, puisque tous les postes stratégiques sont aux mains de la famille du président ».

Le P. B. : *Quel rôle pourrait avoir Djibouti, une fois la paix retrouvée ?*

Mohamed Kadamy : « La tolérance, l'ouverture d'une nouvelle politique à Djibouti peut avoir un effet d'entraînement pour les états voisins de la Somalie, de l'Ethiopie, de l'Erythrée. Sur le plan économique, Djibouti peut redevenir un important centre d'échange international, tant sur le plan maritime que terrestre, entre la Corne de l'Afrique, la Mer Rouge, et l'Océan Indien. Actuellement, ces perspectives font l'objet, à l'intérieur du FRUD, d'un intense débat d'idées, un bouillonnement de discussions sur les relations nouvelles qui pourraient se développer entre différentes régions d'Europe et d'Afrique. Je crois que les Basques travaillent beaucoup là-dessus. L'ère de la mondialisation sera aussi celle du dialogue entre les peuples ».

Propos recueillis par Alain KERVERN



Quand la passion n'a pas de frontières

S'il est une légende ancienne ancrée dans l'imaginaire de nombre de Bretons, c'est bien celle de la ville d'Ys, qui a généré de multiples versions écrites, tant en français qu'en breton. On a encore en mémoire l'excellente adaptation théâtrale qu'en avait faite Goulc'han Kervella voici quelques années.

Une nouvelle version vient de voir le jour, publiée aux éditions Alain Bargain. Version classique certes, mais originale par le fait qu'elle a été écrite et montée par un tout jeune auteur d'origine alsacienne, Lionel Courtot, à Strasbourg.

Nous avons voulu en savoir plus, et nous nous sommes entretenus avec ce dernier au cours d'une rencontre conviviale et fort passionnée.

Lionel Courtot a entrepris voici quelques années, des études de lettres et d'ethnologie, et s'est spécialisé dans la littérature médiévale. Au cours de ses recherches, il découvre la matière bretonne, et immédiatement c'est un véritable coup de foudre pour celle-ci. Après avoir découvert la Bretagne en venant sur place, il choisit d'approfondir ses connaissances, en entamant une thèse sur l'identité bretonne, non sans avoir travaillé auparavant sur l'identité alsacienne.

Parallèlement à cela, Lionel Courtot a très tôt la passion du théâtre, et il fait d'abord partie du "Théâtre du Premier Acte".

De cette rencontre entre sa passion pour le théâtre d'une part, et sa découverte de la Bretagne d'autre part, naîtra la Compagnie de l'Hermine en septembre 99. Cette compagnie gérée sur le mode associatif, a pour but premier de promouvoir la culture régionale, et *"souhaite contribuer à la recherche, à la création et à la diffusion de travaux et de réflexion sur les traditions et légendes régionales"*, nous confie Lionel Courtot. *"La Compagnie de l'Hermine s'intéresse donc à l'identité d'une région à travers son Histoire, ses légendes et ses croyances, et souhaite souligner dans le même temps la dimension sociologique des traditions populaires, en s'intéressant à leurs origines et leurs racines culturelles, par le biais du théâtre".*

Créée à Strasbourg, donc bien loin de chez nous, la Compagnie de l'Hermine qui avait la volonté de travailler sur la culture régionale, s'est donc tout naturellement tournée vers la Bretagne, région à très forte identité.

Lionel Courtot travaillait depuis deux ans sur une adaptation théâtrale de la légende de la ville d'Ys, et le texte de sa pièce est paru en décembre 99 aux éditions Alain Bargain de Quimper. La Compagnie de l'Hermine a donc monté "Ys" de L. Courtot, dans une mise en scène de ce dernier.

C'est une pièce qui se situe dans l'univers médiéval, jouée par sept comédiens amateurs et professionnels. Dans sa quête de la Bretagne, Lionel a bien entendu rencontré la musique traditionnelle, et celle-ci trouve toute sa place ici, puisqu'elle est omniprésente tout au long de la pièce. Elle est écrite et jouée par un musicien de talent, Laurent Winter.

Dans cette version, Lionel a avant tout voulu donner une dimension spirituelle de la légende de la ville d'Ys. *"Je voulais insister sur l'opposition christianisme / paganisme. Bien sûr, la morale chrétienne est présente, notamment lors du dénouement, mais je ne souhaitais pas occulter une certaine dimension païenne de la légende".*

Cette pièce est assez différente des précédentes versions, en ce sens que ce n'est pas du tout une fresque épique. L'auteur insiste davantage sur le côté intimiste de la légende. Celui-ci est mis en valeur par l'alternance de dialogues et de longs monologues, qui permettent de développer la dimension existentielle des personnages.

"Ainsi dans la légende, le personnage d'Ahès manquait de substance, il était trop épicurien. Pour moi, Ahès est quelqu'un qui recherche le bonheur, mais ne le trouve pas. Elle fait de l'océan l'image de l'amour idéal, ce qui est très symbolique. Je pense avoir réhabilité le personnage".

Enfin tout un côté esthétique trouve également sa place, notamment dans le rapport poétique aux éléments que sont le vent, la lune ou l'océan.

La pièce dure deux heures, et jusqu'à présent elle n'a été jouée qu'en Alsace, où la légende de la ville d'Ys est peu connue. Toutefois, elle a reçu plusieurs échos favorables, notamment auprès du Conseil régional, qui n'a pas hésité à apporter son soutien financier, et ce bien que le travail identitaire soulève en Alsace beaucoup de polémiques, du fait d'un mouvement régional encore très marqué à droite.

Jouée une petite dizaine de fois, la pièce a également eu un bon écho auprès du public alsacien et de la presse locale. Son auteur espère maintenant pouvoir mettre sur pied une tournée bretonne durant la première quinzaine d'août, en particulier dans les lieux mêmes où se situe la légende, Douarnenez, Quimper,...

Bien entendu *le Peuple Breton* ne manquera pas de se faire l'écho de cette tournée, et vous tiendra au courant des dates de représentations.

P.C.

Un jour avec... Skolvan,



Photo Béatrice Le Grand

Le groupe Skolvan.

Avec plus de quinze années au compteur, le groupe Skolvan est à l'heure actuelle, l'une des valeurs sûres de la musique bretonne. Après quatre albums, dont *Swing and Tears* paru en 1994, salué unanimement par la critique (et élu album de l'année en France, en Grande-Bretagne et au Portugal), les revoici sur le devant de la scène, plus en forme que jamais, avec la sortie fin avril du petit dernier *Cheñchet'n eus an amzer/Les temps changent*. A cette occasion, *Le Peuple Breton* a rencontré leur guitariste Gilles Le Bigot, afin de savoir ce qui faisait courir ces cinq musiciens.

"Le groupe Skolvan a vu le jour en 1984, en plein dans ce que l'on a parfois appelé le "creux de la vague bretonne". Il faut pourtant se rappeler" souligne Gilles Le Bigot, *"que dans les années 80, il y avait un certain nombre de musiciens, peu il est vrai, qui continuaient à créer énormément de choses. C'est d'ailleurs de ces années là que date le son très particulier que l'on entend encore aujourd'hui dans les festoù-noz.*

A l'époque en effet, des ponts commençaient à s'établir entre les sonneurs traditionnels et les musiciens issus de la vague folk des années 70. C'est donc dans ce contexte que Youenn Le Bihan, à l'époque professeur au conservatoire de musique traditionnelle de Ploemeur, a ressenti le besoin de monter un groupe de fest-noz. Pour ce faire il a fait appel à deux collègues, l'accordéoniste Yann Fanch Perroches et le violoniste Patrice Quéré. Et aussi à moi-même, qu'il connaissait à travers le groupe Gwerz, avec lequel je jouais assez souvent.

Et nous nous sommes produits dans notre premier fest-noz le 14 avril 1984, il y a très exactement 16 ans."

C'est également à la même époque que Youenn Le Bihan pensant que la bombarde était trop puissante pour se mêler à des instruments acoustiques comme la guitare, l'accordéon ou le violon, crée un nouvel instrument, le piston, qui aujourd'hui encore donne cette couleur si particulière à la musique de Skolvan.

Bref rappel historique

En 1987, Patrice Quéré quitte le groupe, remplacé par le violoniste Fanch Landreau. A cette occasion, Skolvan enregistre pour la première fois, participant à l'album collectif *"Dans"*, aux côtés de Pennoù Skoulm, Carré Manchot, Storvan, Strobinell...

Deux ans plus tard en 1989, premier enregistrement du groupe à part entière, sous forme d'une cassette intitulée *"Musique à danser"*. 1991 voit la sortie de leur second album *"Kerzh Ba'n' Dans"* avec entre autres la collaboration de Yann-Fanch Kemener et Marcel Guillou.

Puis en mai 94, le groupe enregistre le désormais fameux *"Swing and Tears"*, qui connaît un succès fulgurant (plus de 10.000 exemplaires vendus), raflant de nombreux prix en Europe.

En juillet 1996, création du spectacle *"Gouel ha daeroù"* pendant le festival de Cornouaille. C'est pour le groupe l'occasion de tenter une expérience originale avec des musiciens de jazz, dont Didier Squiban, Gildas Boclé ou Gaby Kerdoncuff, et deux chanteurs de kan ha diskan, Y. Fanch Kemener et Annie Ebrel. C'est un succès, tant auprès du public que de la critique.

Fin 96-début 97, Skolvan opère un virage, à l'occasion du départ de F. Landreau, remplacé par le saxophoniste Bernard Le Dréau, issu du blues, qui apporte un son nouveau au groupe. Au même moment le percussionniste Dominique Molard se joint également à eux, ajoutant un soutien rythmique nécessaire à leur musique.

Enfin en janvier 99, le jeune et talentueux Loïg Troel (il a à peine 20 ans) remplace Y. Fanch Perroches à l'accordéon, amenant sans conteste un souffle nouveau et une énergie débordante liée à son jeune âge.

Le swing breton

Mais peut-on considérer qu'il y a eu une évolution dans la musique du groupe depuis 16 ans ?

"Evidemment" s'empresse d'insister G. Le Bigot. *"Et d'ailleurs le titre de notre nouvel album est là pour le prouver, les temps changent.*

Depuis les années 80, en tant qu'acteurs du renouveau culturel, on a bien sûr assisté à une évolution de la musique bretonne. A notre niveau ça a été également vrai. On est bien loin aujourd'hui de notre son de 1984, qui était il faut l'avouer, beaucoup plus proche de la musique irlandaise, avec guitare, accordéon et violon.

Très vite Skolvan s'est tourné vers ce que l'on pourrait appeler le swing breton, et que nous étions, je crois, les premiers à introduire dans la musique bretonne. Cela s'est mis en place au fil des années, et finalement on a réussi à mettre un nom dessus. Dans le groupe on écoute pas mal de jazz, et l'on aime ce côté swing, after-beat comme on dit. Pour ma part je pense que cette notion existait déjà dans la musique bretonne, mais on l'a soulignée un peu plus.

En 16 ans nous avons donc évolué pour arriver aujourd'hui à cette formule avec le saxophone et les percussions, et l'apport de musiciens venant d'horizons différents. Je serais tenté de dire que le groupe fonctionne autour d'un couple de sonneurs formé par Y. Le Bihan et B. Le

Gilles Le Bigot le swing breton

Dréau, le premier au piston, et le second lui répondant merveilleusement bien au sax soprano. Et autour, un habillage rythmique, mélodique, harmonique."

Ce swing, allié au son original du piston de Y. Le Bihan et du sax de B. Le Dréau, est un peu la marque de fabrique de Skolvan, même si actuellement d'autres groupes comme Skeduz ont un peu repris cette façon de swinguer les airs à danser.

Une musique en mouvement

"Au niveau de notre répertoire, on s'était ancrés dès le début dans les airs du Pays Montagne, car c'est ce que Youenn connaissait le mieux. C'était un peu notre spécialité. D'ailleurs le répertoire Montagne est pratiquement infini, car il y a 1000 façons de le travailler et de l'interpréter. Et puis, petit à petit, on a élargi notre répertoire à d'autres terroirs, comme le sud du Pays Gallo par exemple, ou le Pays Vannetais il y a 8 ou 9 ans. Mais il faut savoir que ce n'est pas une chose facile de s'imprégner des terroirs au point d'en retirer quelque chose d'intéressant pour le groupe. Il est très difficile de tout maîtriser, et l'on essaye d'ajouter quelques éléments supplémentaires sur chaque album.

Dans Skolvan on a une certaine exigence ; à la fois un respect des racines, et en même temps une certaine qualité de rendu."

Difficile dans ces conditions de coller une étiquette sur la musique de Skolvan, un groupe qui reste profondément attaché à la tradition, tout en revendiquant par ailleurs une interprétation très contemporaine de la musique bretonne.

"Je dirais que Skolvan est à l'image d'un arbre" poursuit G. Le Bigot, *"les racines bien ancrées dans le sol, mais les feuilles tournées vers l'avenir.*

Nous privilégions des sonorités ou des façons de penser nouvelles, en introduisant par exemple l'improvisation, comme sur le dernier album, où Bernard improvise sur une gavotte.

C'est pourquoi aussi, nous avons remis au goût du jour l'utilisation du saxophone, qui avait déjà fait son apparition dans la musique bretonne après-guerre.

De même pour les percussions. C'était une volonté de ma part d'introduire davantage de percussions dans la musique traditionnelle bretonne, où, contrairement aux Irlandais, nous étions un peu "pauvres" C'est d'ailleurs un travail que nous avions entamé dans Barzaz avec David Hopkins".

Dans le droit fil de cette démarche, on peut aussi remarquer qu'à côté du répertoire traditionnel, on trouve de plus en plus de compositions personnelles des musiciens du groupe, essentiellement Youenn et Gilles.

"Lorsque l'on a intégré une musique, on est tout à fait capables de composer dans le même style. Et je crois que cela fait partie de la richesse actuelle de la musique bretonne. Notre culture est vivante, et elle se régénère sans cesse, notamment à partir des compositions de morceaux nouveaux.

En ce qui me concerne, je travaille par thèmes, et je compose beaucoup à partir de l'harmonie. Je choisis un mode, une gamme, sur lesquels je pose des accords de base ; et de là jaillit le thème. Pour des airs nouveaux comme le Rond de St Vincent sur l'album, je n'hésite pas à me déplacer à Dastum, où j'étudie un grand nombre d'airs, pour m'imprégner du mouvement de la danse.

Après cela on met tout en commun, on joue le thème, on s'en imprègne, on sélectionne pas mal aussi. Puis on pense arrangements, et à partir de là, les choses se mettent en place petit à petit."

"Les temps changent"

Ainsi pour leur nouvel album : *"Cheñchet'n eus an amzer".*

"C'est un album composé de 19 morceaux, dont quatre plages courtes destinées à laisser respirer l'auditeur. Une douzaine sont des airs à danser, et l'on trouve aussi deux mélodies, l'une originaire du Pays Vannetais et qui donne son titre à l'album, et l'autre Pedenn, écrite par Y.F. Kemener sur une musique composée par moi-même. Nous l'avions jouée pour la première fois dans le spectacle "Gouel ha Daeroù". D'ailleurs plusieurs morceaux de cette création qui n'avait pas été enregistrée, ont trouvé leur place sur le présent disque.

Celui-ci revêt également deux aspects. D'abord il comprend une partie un peu à l'image des concerts que l'on donne, et que l'on retrouve grâce à la présence de D. Squiban et G. Boclé. L'autre aspect, c'est l'apport de la section de cuivres sur quatre morceaux, en tant que telle sur certains airs, et parfois un peu plus fanfare, comme dans les musiques de films de l'Est.

Au final, on a voulu que le son actuel de Skolvan ressorte. C'est la raison pour laquelle les invités n'interviennent pas toujours. Il y a donc un mélange de nouveautés, de morceaux composés pour l'album, et quelques morceaux repris du spectacle de 1996.

Une dernière chose, l'album est sorti chez Keltia Musique, une maison de disques bretonne. C'est bien sûr un choix, presque du militantisme. Mais d'une part on avait envie de faire travailler des gens qui sont sur place, et aussi c'est une relation de confiance avec eux que l'on n'aura jamais avec une pseudo-major."

La "nouvelle vague bretonne"

A ce stade de l'entretien, il nous a paru intéressant de faire le point sur le renouveau de la musique bretonne, dont Skolvan a bien entendu bénéficié comme d'autres groupes. Toute cette agitation ne pourrait-elle pas retomber comme dans les années 70 ?

"Je trouve ce phénomène très intéressant" nous confie G. Le Bigot. *"Bien entendu je n'adhère pas à tout ce qui se fait, il y a des tendances qui ne me plaisent pas, mais c'est normal, tous les goûts sont là. Par contre ce que je trouve extraordinaire, c'est cette faculté qu'a la musique bretonne à se développer et à se décliner sur tous les tons. Cela traduit une excellente santé de celle-ci, qui trouve là matière à se renforcer.*

Cela me fait un peu penser au blues, qui s'est ramifié de façon incroyable, même si bien entendu, ces deux musiques ne sauraient être comparées.

Et donc je suis tout à fait optimiste, car cette "vague-là" est quand même beaucoup plus forte que la précédente. Il n'y a qu'à constater le nombre de gens, à commencer par la jeunesse, qui s'y intéressent. Il n'y a plus ce cloisonnement qui existait encore il y a 20 ou 30 ans.

Pourtant quelquefois cette inflation de musiciens me fait un peu peur, car la qualité n'est pas toujours là. Et dans quelques années, rançon de la gloire, aura-t-on encore besoin de nous ?"

Des projets

A l'occasion de la sortie de l'album *"Chenchet'n eus an amzer"*, une méga fête était organisée le 30 avril à Quimper, 12 heures durant, avec la fine fleur de la musique bretonne, puisqu'une dizaine de groupes avaient fait le déplacement, des Sonerien Du à Bleizi Ruz, en passant par Carré Manchot, ainsi que de très nombreux sonneurs et chanteurs : Nolùen Le Buhé, Annie Ebrel, Marcel Guillou..., et le Bagad Kemper.

Après cela Skolvan devait partir pour une tournée qui les mènera de Copenhague au Danemark en mai, à Leipzig en juin, et dans plusieurs grands festivals européens. Tout ça avant d'écumer durant tout l'été les nombreux festoù-noz un peu partout en Bretagne.

Philippe COUSIN

◆ Mais qu'allez-vous faire avec vos artichauts ?

Disons tout de suite que ce n'est pas du Morvan Lebesque. L'auteur, grand ami par ailleurs de Glenmor, n'a pas de prétention littéraire…

Disons aussi que la mise en page de cet "essai sur la démocratie bretonne" est irritante et vraiment mal foutue. Comme c'est la mode (informatique !) actuelle, on rencontre une foule de police de caractères dans la même page, ce qui fatigue… Et cette "mise en page" est signée ! Il n'y a vraiment pas de quoi !

Disons enfin que la confection de l'essai est bizarre : il s'agit en fait d'un collage de plusieurs articles d'Herve Le Borgne, parus dans la revue Armor-Magazine et de réflexions actuelles qui lient le tout. Cela fait un peu désordre…



Mais on arrêtera là l'éreintement. Pourquoi ? Tout bonnement parce que ce livre (qui fait tout de même ses 225 pages) est indispensable. Indispensable, d'abord, par la liberté de ton de l'auteur. Pour qui connaît Herve Le Borgne et son courage personnel, ça ne surprendra pas ! Ici on y nomme un chat, un chat et un ethnocide, un ethnocide !

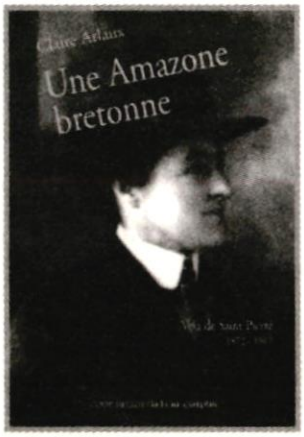
Indispensable aussi parce que ce livre fourmille d'arguments, d'anecdotes, de citations d'auteurs (la bibliographie compte plus de 120 titres…). Dans l'édition d'aujourd'hui, il n'existe pas un seul livre aussi efficace pour armer la conviction des militants. Et on reconnaît bien là la marque de l'auteur, présente dans toute sa vie professionnelle : le sérieux et le concret.

Indispensable enfin par l'humour, souvent caustique, que distillent beaucoup de passages. Bon Dieu ! Que cela fait du bien de lire Herve Le Borgne. Cet ouvrage est "un bon départ pour gagner", dit son préfacier. C'est certain. Quand le ciel est bas, quand vous venez d'entendre ou de lire Françoise Morvan, un seul remède : les artichauts d'Herve Le Borgne !

R. LEPROHON

Editions An Here (02.98.28.10.37), 98 F

◆ Une Amazone bretonne



La biographie de Vefa de Saint Pierre par Claire Arloux avait remporté un succès en 1996-1997.

La voici rééditée, sous un titre légèrement différent.

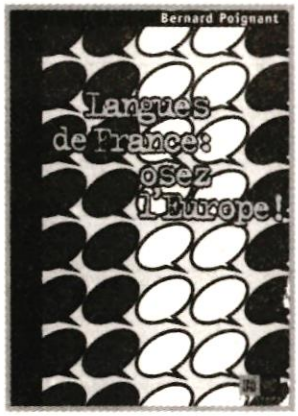
La propriétaire de Menez-Kamm, en Spézet fut tout à tour religieuse, exploratrice, reporter et écrivain, chasseur aussi.

(258 pages, 129 F, Coop Breizh).

◆ Langues de France, osez l'Europe !

Je ne pensais pas lire le livre de Bernard Poignant avant que mon ami Al Louarn me suggère de le faire. «Tu verras il y a des choses intéressantes». Il y a aussi des choses irritantes, avec un bilan somme toute positif.

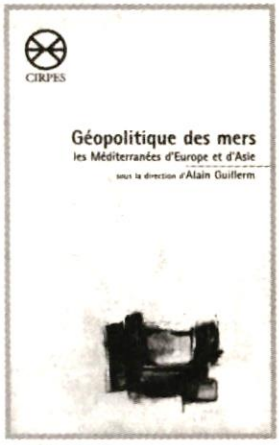
La pensée jacobine du maire de Quimper s'infléchit, s'interroge, intègre nombre d'arguments en faveur de l'enseignement des langues régionales dans le cadre d'une Europe qui tend vers le fédéralisme. La Catalogne, les «lander» allemands, le Pays de Galles, l'Ecosse, toutes ces évolutions favorables impressionnent l'élu finistérien, qui voudrait bien que la France suive une partie de ce chemin. Mais il ne faudrait pas que cela se fasse avec un «repli identitaire». Et puis, la France a une longue tradition centralisatrice… On trouvera tour à tour les arguments des uns et des autres sans vrai dépassement dialectique. Mais la conclusion est positive : il faut ratifier la charte des langues régionales, donner un peu plus de liberté culturelle aux régions ; développer les pouvoirs régionaux dans une Europe où ce sera la règle. Même encombrée de relent de jacobinisme, la démarche de B. Poignant est intéressante. Bon an, mal an, il a fait «sa révolution régionaliste» et pris une position de défense des langues régionales. Pour un homme politique à traditions centralistes, le cheminement, même chaotique, est étonnant.



J.J.M.

◆ Géopolitique des mers

Alain Guillerm a rassemblé les textes présentés en 1997 lors d'une table ronde sur le sujet. Depuis les années 80, les choses ont bien changé. Le monde comprenait, au point de vue maritime, trois blocs : OTAN et Japon, la puissance continentale de l'URSS et du pacte de Varsovie et un anneau neutraliste, du monde arabe à la Chine en passant par l'Inde et l'ASEAN. Depuis, la puissance continentale a implosé, l'anneau maritime également.



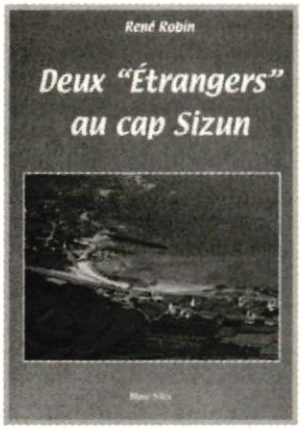
A partir de l'analyse de la pensée du théoricien américain du siècle dernier, Mahan, l'amiral Labouerie fait des remarques historiques fort intéressantes : *«faut-il rappeler qu'en 20 ans (1520-1541), le gouvernement de la France a récupéré et stérilisé à terme les deux grands duchés indépendants qui étaient des pièces majeures du commerce international européen de l'époque : la Bretagne et les états de Bourgogne qui n'ont plus jamais repris leur place dans le concert européen».*

Les stratégies navales de l'Inde, du Japon, de la Corée, de la Chine sont présentées avec compétence par des spécialistes japonais et indien. Un intervenant espagnol traite de l'expansion maritime de l'Espagne liée à l'empire colonial, au XVIIIe siècle. Des perspectives intéressantes sont ouvertes sur la situation dans la Méditerranée (D. Auffray) et sur les alternatives à la situation navale de la France aujourd'hui. Sans langue de bois *(Edition Arpes, 126 pages, 65,60 F).*

J.J.M.

◆ Deux "étrangers" au cap Sizun

René Robin, un Poitevin, est arrivé à Plogoff un jour de 1946 pour enseigner au cours complémentaire.



Resté neuf ans dans la Cap, il témoigne aujourd'hui de la Bretagne qu'il a connu il y a plus d'un demi-siècle, bretonnante, rurale, pauvre, chaleureuse, divisée en clans inexpiables (les rouges et les blancs). Son récit très simple évoque le sous-équipement, la misère, les parties de pêche, des destins individuels. Avec une épouse sage-femme, il a connu la misère et l'alcoolisme.

L'auteur évoque aussi l'épopée de la résistance au projet de contrôle nucléaire de Plogoff. Un rappel opportun *(98 F, 108 pages. Blanc Silex, Quimper).*

Un récit chaleureux et bien enlevé.

J.J.M.

◆ Comment imaginer un temps sans océan ?



Les éditions Folle Avoine publient un livre très original consacré à l'océan. Dans le monde actuel, les connaissances se sont accumulées, les visions se sont diversifiées. Personne ne peut plus prétendre, comprendre ou exprimer la vérité dans sa totalité. D'où l'intérêt des regards croisés.

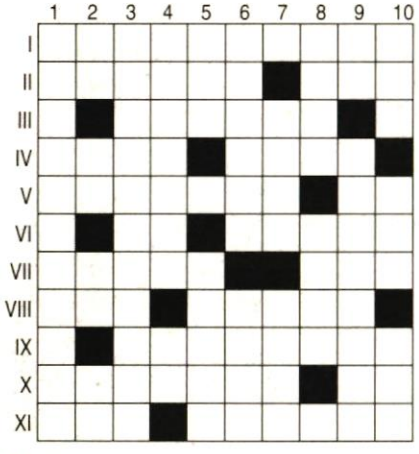
Le présent ouvrage fournit le regard du poète, avec les haïkus d'Alain Kervern. Joël Querellou, le scientifique, qui nous apporte sa compréhension de l'espace océanique. Nicolas Fedorenko apporte ses dessins pour compléter l'approche de l'océan, poétique, poignante ou curieuse. Trois façons de voir radicalement différentes, dans lesquelles le lecteur se retrouvera plus ou moins , suivant sa formation et ses goûts. Mais les trois approches lui révéleront une part nouvelle de la réalité, en même temps qu'une part de lui-même.

Le livre est présenté de façon très artistique. La vulgarisation scientifique est efficace et convaincante, même si elle demeure un peu complexe. Le haïku, ce petit poème en trois vers, concis, ramassé, simple et intuitif, me paraît être le plus accessible des trois modes présentés. Une belle réussite artistique «Made in Breizh». *(50 pages, 100 F, Folle Avoine).*

J.J.M.

Mots Croisés Bretagne-Celtie n° 126

(Certains mots sont en breton – Réf. : dictionnaires de R. Hémon, P.J. Hélias et F. Favereau)



HORIZONTALEMENT : I. Bien qu'en partie détruite sur ordre de Richelieu, cette ancienne plate forte des Côtes-d'Armor mérite encore aujourd'hui d'être classée «Petite citée de caractère». – II. Particulièrement inquiétante si c'est un pétrolier qui en est victime ; Aber pour Galiciens. – III. Sorte d'espar. – IV. Type d'animal présent à Ouessant ; Bovins. – V. Indissociable du S.O.S. ; Article. – VI. Article ; On le souhaiterait systématiquement bilingue. – VII. On hésite parfois devant ses frais ; La circulation y est forcément limitée. – VIII. Indissociable du charme de nos côtes ; Cet été, comptera certainement au nombre des victimes de la marée noire. – IX. Ce que sont devenues de plus en plus nos manifestations culturelles. – X. Tels la plupart de nos anciens sonneurs ; Sert parfois à déclencher un départ instantané. – XI. Marque l'origine ; Difficile à démêler.

VERTICALEMENT : 1. Type de résidence propre au Clos-Poulet. – 2. Naissance d'un ovate ; Aux confins du Vivier ; Préfixe traduisant un manque ; Lettres de Surzur. – 3. Qu'ils soient bretons paraît tout naturel. – 4. Tel le sommet du donjon d'Oudon ; Particule verbale optative. – 5. Inversé : cet écrivain breton a passé son enfance à Madagascar ; Fameux personnage de Jules Verne. – 6. C'est notamment à celui des épices que Lorient doit son développement ; Cette région doit son nom à certains envahisseurs de la Bretagne insulaire. – 7. Oblige souvent à lever la tête ; Habitation. – 8. Celle de la Brocéliande actuelle est jalonnée notamment par St Péran, les Forges de Paimpont et Tréhorenteuc ; Propres aux cétacés. – 9. Précède la poule ; Un Dinannais peut y décoller, mais seulement de bas en haut. – 10. Batracien ; Suppose au moins un directeur ; Naturel ou artificiel, détermine la qualité de l'eau.

Mikaël ERWAN

SOLUTION du n° 125

Horizontalement : I. BECASSINES. – II. RIANTEC ; TO. – III. IRREEL ; TAN. – IV. GEN ; BAIN. – V. IODEE ; NE. – VI. VIELLE. – VII. TROELLENN. – VIII. IUR ; LEGUER. – IX. NAERON ; GRO. – X. ED ; AU ; DAOU. – XI. SEIZ ; AULNE.

Verticalement : 1. BRIGANTINES. – 2. EIRE ; RUADE – 3. CARNIVORE. – 4. ANE ; OIE (DU CAPITOLE) ; RAZ. – 5. STEUDELLOU. – 6. SEL ; ELLEN. – 7. IC ; BELEC ; DU. – 8. TA ; ENUGAL (LAGUNE). – 9. ETAIN ; NERON. – 10. SONNER ; ROUE.

Festivals

LA GALLÉSIE EN FETE

Depuis plus de 20 ans, la Gallésie fait la fête à Monterfil (35). La prochaine édition aura lieu **les 24 et 25 juin**, avec cette fois encore un programme alléchant. Le samedi, tournoi de gouren mod kozh, concours de palets, stage de danses, concert et fest-noz. Le dimanche, randonnée contée, godinette et cochon grillé, concours divers (musiques, cidre et soupes...), fest-deizh, cabaret, jeux traditionnels et fest-noz de clôture.

ART ROCK A SAINT-BRIEUC

Le festival Art Rock aura lieu **les 9, 10 et 11 juin** prochains à Saint-Brieuc et propose un programme varié et prometteur. A l'affiche vous découvrirez non seulement le trip-hop breton du groupe Kohann, signalé comme une révélation par votre mensuel préféré (concert gratuit le vendredi 9 juin à 18 heures à la Passerelle) mais encore Percubaba, Royal de Luxe, la Fura dels Baus, la Balayeurs du Désert, Dolly, Eeis, Lénine, Mathieu Chedid, etc. Programme détaillé au 02.96.68.18.40.

FESTIVAL ANNE DE BRETAGNE

Blain, du 17 au 25 juin 2000

En l'an 2000 le Festival Anne de Bretagne plantera ses tréteaux à Blain grâce à l'aide de la ville et des associations locales.

Bien entendu, une fois encore, comme depuis la création du festival il y a 6 ans, le Conseil Général de Loire-Atlantique soutient nos manifestations et son aide permet d'en assurer la totale gratuité.

Comme chaque année, tout au long d'une semaine, le festival déroulera ses activités habituelles : expositions, conférences, soirée conteurs, concert de chorales, fest noz et finalement, le dimanche 25 juin, défilé avec plus de 25 groupes de Loire-Atlantique et des 4 autres départements bretons, qui l'après-midi présenteront au public dans le cadre magnifique du château de la Groulais toutes les facettes de leur talent et de leur savoir-faire pour illustrer la culture populaire bretonne.

Stages

ECOLE D'ÉTÉ EN LANGUE BRETONNE

KEAV – Kamp Etrekeltiek Ar Vrezhonegerion – est une école d'été en breton qui se tient tous les ans à Skaer et accueille tous ceux qui veulent étudier et pratiquer la langue bretonne, pendant une semaine ou davantage. Aux 5 heures de cours quotidiennes s'ajoutent toutes les autres activités en breton, repas, chants, promenades, jeux, veillées, pauses... Une formule qui garantit des progrès rapides.

Cette année KEAV se déroulera sur trois semaines, du 9 au 15 juillet, du 16 au 22 juillet et du 23 au 29 juillet. Pour tout renseignement ou inscription, s'adresser au 02.99.53.58.34 ou au 02.98.95.59.31.

A LA CHAPELLE NEUVE

Le Centre Forêt Bocage organise 4 séjours de vacances en juillet :

➢ **"1, 2, 3 soleil"**, activités nature pour les 4/8 ans du 10 au 15 juillet ;

➢ **"Camper Nature"**, hébergement sous tente pour les 9/13 ans du 10 au 15 juillet ;

➢ **"Un été imaginaire au Moyen Age"** pour les 5/9 ans du 17 au 22 juillet ;

➢ **"Natur ha C'hoariva"** théâtre et nature en breton pour les 8/12 ans du 24 au 29 juillet.

Tarif : 1.150 F tout compris, renseignements au 02.96.21.60.31.

STAGE INTENSIF A RENNES

Le stage intensif de breton pour tous publics, organisé par le Centre de Langues (formation continue) de l'Université de Rennes 2-Haute Bretagne, se déroulera du lundi 3 au vendredi 7 juillet. Le travail se fait par petits groupes homogènes, sous la direction d'enseignants entraînés à la méthode intensive d'acquisition des langues. Tous les niveaux sont admis.

Pour s'inscrire s'adresser au Centre de Langues, Université de Rennes 2, Campus de Villejean, 6 avenue Gaston Berger, 35043 Rennes Cedex (Tél. 02.99.14.16.07).

Festoù-noz

Le 3 juin
A SAINT-BRIEUC
(salle Robien)
Grand fest-noz,
avec les Diaouled Ar Menez, Menguy & Gueguen, Le Coant & Mahé, à partir de 21 h.
Entrée : 35 F, organisé par l'école Diwan de Saint-Brieuc.

●

Le 17 juin
A LIBRECOURT (Nord)
Salle Langlet
Dans le cadre de son festival "Ritournelles en Artois", le district de Hénin-Carvin organise un **fest-noz**, animé par les frères Guichen, Skeduz, Molard & Berthou, etc.
Nos lecteurs du nord de la France ont bien de la chance !

Exposition

SKED

Jean-François Dechezleprêtre :

la signature d'un photographe d'art

Breton de cœur, Jean-Francois Dechezleprêtre sillonne monts et avens de cette terre armorique qui ne cesse de l'émerveiller. En témoigne l'avalanche de clichés, qui à chaque saison nouvelle envahit les cimaises de son joli grenier de Riec-sur-Belon, aménagé en studio de travail.

La voile, le milieu maritime sont pour ce photographe autodidacte une source intarissable d'inspiration.

Exposition du 15 mai au 21 juillet : Sked, 18 rue Duguay-Trouin, Brest.

Entrée libre et gratuite.

Offres d'emploi

Recherche un **CHARGÉ DE MISSION** pour une étude de faisabilité d'un réseau radiophonique en langue bretonne. Compétences techniques, administratives, juridiques et financières demandées. Langue bretonne fortement souhaitée. Sens du contact. Esprit d'entreprise. Rigueur et imagination. Durée de la mission : 4 mois.

Envoyer CV et lettre de motivation à Corlab - BP 186 - 56308 Pontivy cedex.

Date limite : 15 juin.

●

Pour mener à bien son projet de création de revue mensuelle pour enfants, "Louarnig", Keit Vimp Bev recherche **un jeune de moins de 26 ans dans le cadre d'un EMPLOI-JEUNE**. Il (ou elle) devra connaître le breton oral et écrit, être intéressé par la culture bretonne, l'édition et la pédagogie pour enfants, être sensibilisé au maquettage et à la publicité.

Lettre et CV à : Louarnig, 29520 Laz (02.98.73.80.11).

« Honorez les hommes dans l'homme et le reste en sa diversité ».

Victor Segalen, Stèles

Kan ha diskan

An Oaled propose un stage de Kan ha diskan animé par Claudine Le Flohic et Marcel Guillou.

Ce stage aura lieu les samedi et dimanche **17 et 18 juin.**

Renseignements et inscriptions au 02.98.04.07.04.

«J'ai lu avec beaucoup d'intérêt le dernier numéro du PB/PV et je crois que vous avez très bien su traiter l'affaire.

J'étais à Uhelgoat quand la vie de Laurence Turbec a été fauchée par une bombe assassine. Le ciel, déjà gris au-dessus du lenn, s'est fait encore plus pesant. J'ai eu l'impression que tout le travail de ces dernières années s'effondrait tout à coup, à cause d'une bande d'imbéciles qui voue une admiration aveugle à l'ETA. J'imaginais déjà les amalgames que feraient les nationalistes français entre un poignée d'écervelés qui pensent que les attentats feront avancer la «cause» et toutes celles et ceux qui, grâce à leur labeur quotidien, s'efforcent de tisser une nouvelle Bretagne, une Bretagne autonome non pas contre la France mais avec elle et avec l'Europe. (...)

Inutile de dire que j'ai mes doutes sur l'origine profonde de certains mouvements extrémistes aussi bien en Bretagne qu'en Euzkadi. Je ne remets pas en causse la culpabilité finale des terroristes mais je m'interroge sur les «motifs» de ces mouvements.

Au Pays basque, tout semblait fonctionner pour qu'enfin la paix règne. La population adhérait de plus en plus au discours autonomiste. Les partis basques recevaient le support d'une large majorité et puis, tout-à-coup, quand les choses étaient apparemment sur la bonne voie, l'ETA décide de rompre la trêve. La conséquence immédiate n'est pas la reprise des attentats mais bien évidemment la fracture et donc l'affaiblissement des partis basques et de toutes les «institutions» qui avaient commencé à se mettre en place pendant la trêve. (...)

En Bretagne, la situation est loin d'être comparable à celle du Pays basque. Mais quand on sait que certains fanatiques bretons vénèrent l'ETA, car ce serait la seul force capable de faire plier l'Espagne et la France, on peut comprendre qu'il y ait des liens entre celui-ci et ceux-là. (...) Aussi, qui a intérêt à affaiblir un mouvement breton que l'on savait croissant jusqu'en avril dernier ? (...)»

Philippe L.
Terrassa (Catalogne).

«Je suis effrayé par ce qui se passe dans notre pays, mais aussi écœuré, scandalisé et les mots sont faibles pour exprimer mes sentiments profonds. (...) Est-il possible que ce soit des Bretons qui ont fait ça ?. L'on aurait voulu porter atteinte au mouvement breton, culturel ou non, que l'on ne s'en serait pas pris autrement. (...) Je ne sais plus quoi dire : c'est la colère, c'est la rage, c'est la tristesse, c'est le découragement. Les salauds qui ont commis cet attentat ne se rendent-ils pas compte de la gravité de leur geste ?

Je vous joins mon réabonnement avec un petit plus pour vous encourager (...)».

Armand J.
Saint-Malo

«A Quévert, une personne est morte dans un attentat. De nouveau on fait l'amalgame entre attachement à la culture bretonne et terrorisme. On ressort dans les médias des informations sur le comportement de certains militants bretons pendant la seconde guerre mondiale.

Et bien, et c'est la raison qui m'amène à vous écrire, dans le numéro de décembre 1999, vous consacrez une rubrique nécrologique à Alan Heusaff et Reun an Hir. Pour Alan Heusaff, vous écrivez : «il choisît ensuite un engagement breton extrême, politiquement très contestable». Cet engagement contestable, c'est la bezenn Perrot (...) Alan Heusaff, malgré tout le travail qu'il a pu faire pour la langue bretonne, ne méritait pas qu'on lui consacre une rubrique nécrologique. Reun an Hir, même parcours que le précédent. Voilà les casseroles que le mouvement breton traîne depuis cinquante ans. Je croyais que nous avions éradiqué le problème grâce à un parti comme l'UDB et à des hommes responsables dans le milieu culturel breton. Je m'aperçois que, au nom de la défense de la langue bretonne, on continue à honorer des hommes qui ont, par leurs actes, déshonoré la Bretagne et qui constituent un fardeau pour ceux qui veulent une Bretagne, fière de son identité, mais tolérante et ouverte vers l'extérieur, tournée vers le progrès social (...)»

Thierry Olivier
Plumergat (56)

Courrier

«Ce midi, j'écoutais France Inter dans ma voiture. On y traitait les Bretons en général et les bretonnants en particulier de nazis, de moins que rien et j'en passe et des meilleurs. Alors, je me suis observé la figure dans le rétroviseur et, surprise, nul casque à pointe pour orner ma tête, j'ai jeté un coup d'œil à mes vêtements, nul unifomme de SS; une fois arrivé chez moi, je suis allé prendre une douche et n'ai remarqué aucune croix gammée tatouée sur mon corps. Le soir, j'ai donné un cours de breton à des adultes, nous avons parlé de choses et d'autres et rien dans nos propos ne m'a semblé teinté d'intolérance, de manque d'ouverture d'esprit. Je pourrais continuer ce récit en décrivant le fil des jours en Bretagne bretonnante, mais cela n'intéresserait pas grand monde. Ainsi, quel décalage manifeste entre ce que je vis au jour le jour dans ce qu'il est convenu d'appeler le milieu breton et les propos colportés par les médias...

Pendant la guerre d'Algérie, la France nommait terroristes les résistants algériens. D'un point de vue plus général, les staliniens traitaient leurs opposants de fascistes et à l'opposé, les tenants du Maccarthysme américain traitaient leurs opposants de communistes.

Aujourd'hui, le vocable à la mode chez les jacobins détenteurs de la pensée universelle française est "nazi". Si on n'est pas des leurs, on est forcément un nazi. On débusque un auteur bretonnant ayant été peu regardant sur ses fréquentations pendant la guerre et on monte l'affaire au créneau pour discréditer tout un milieu.

Tout cela relève du procédé éprouvé et bien connu de l'auto-victimisation du bourreau qui se donne ainsi bonne conscience. Ainsi les gentils Turcs qui insultent généreusement leurs méchants et sanguinaires ennemis kurdes, ainsi la tendre et démocratique armée mexicaine qui discrédite allègrement le sanguinaire sous-commandant Marcos,... Ainsi, les fragiles Français qui sont menacés par des hordes de bretonnants rouges ou bruns prêts à envahir leurs femmes et leurs campagnes.

On lit ça tous les jours dans la grande presse démocratique française. '(„,)».

Anthony Heulin
Lorient

«Je me réabonne encore parcequ'il y a encore quelques gars parmi vous qui ont les pieds sur terre (Yann Fiévet, notamment) et je leur fais confiance pour ne pas vous transformer un jour en U.C.K. ! (...).

Je fais confiance au PB pour qu'il ne suive pas un jour des apprentis sorciers (comme en Corse !)».

G.G.
Saint-Pierre-de-Chandieu (69)

«Je réalise actuellement un travail de thèse sur les partis régionalistes en France, et je m'intéresse donc tout particulièrement à l'actualité de l'UDB, grâce à votre journal auquel je me réabonne. (...) Je vous souhaite une bonne continuation pour votre journal qui est de grande qualité».

Fabien Charlet
Toulouse

«Cher Peuple Breton. Tu trouveras ci-joint un chèque pour que je puisse continuer à avoir le grand plaisir de te recevoir et de te lire, car tu es le seul contact que j'ai avec le milieu militant breton, qui demeure pour moi très mystérieux, difficilement pénétrable, à mon avis.

Et je voulais te poser une question : dans mon désir de participer à quelque chose pour la Bretagne, sa culture, ma langue maternelle (unique), j'ai cru bon de signer «l'appel de Carhaix». Dis-moi si j'ai bien fait ? (...)»

J.B.
Henvic (29)

D'avance, nous avons répondu à l'interrogation de notre lecteur en page 5 du numéro d'avril dernier.

«Tous mes remerciements et tous mes compliments pour le contenu et l'aspect de votre journal.»

P B.
Saint-Malo

«Mes félicitations pour la qualité croissante du PB/PV. Recevez mes meilleurs sentiments bretons».

Maxime B.
Villiers-le-Bel (95)

«Ça évolue : la Loire-Atlantique n'a plus honte d'appartenir à la Bretagne. Dans une lettre qui a été diffusée aux directrices et directeurs d'école de Loire-Atlantique, Philippe Meyer, vice-président chargé du cinquantième anniversaire de la confédération Keudalc'h, annonçait le concours d'art plastiques ouvert aux élèves des écoles primaires bretonnes...

Cette annonce a été faite avec l'accord de l'Inspecteur d'Académie concernée.

Bravo M. l'Inspecteur pour ce geste».

M.P.
Saint-Nazaire

«Par cette lettre, je vous remercie vous et votre équipe d'avoir publié dans votre mensuel des articles sur l'espéranto et pour cette raison, je me permets, par un modeste don, de participer à votre souscription».

Héliane N.
Le Fleix (24)

*««Toutes mes félicitations pour avoir ouvert vos colonnes à des espérantophiles ! (**Le Peuple Breton n° 433**). Vu sa neutralité et sa relative facilité d'étude, l'espéranto a un double avantage : d'une part il permet le dialogue interethnique, interculturel, dans le respect mutuel de la langue, de la culture, de la dignité de chacun ; d'autre part, sa généralisation permettrait de promouvoir un réel et sain plurilinguisme tous azimuts (...).*

A mes yeux, surtout sur un plan européen, l'on devrait encourager fortement le trilinguisme de base : langue régionale (breton, wallon, frison,catalan, etc...) langue nationale (français, anglais, espagnol, etc...) ; langue supranationale : espéranto (...)».

Germain Pilot,
Ostende/Ostende (Flandre)

PETITES ANNONCES

Nous avons une rubrique de petites annonces à tarif unique : 60 F (par chèque, avec l'annonce). Pas plus de 8 lignes de texte.

Fous !

Samedi 20 mai, 25 militants bretons de Vannes se sont rassemblés devant l'école Jules Ferry de la ville. *"On ne peut donner comme modèle aux enfants l'auteur de propropos racistes."* Ils ont également lancé un concours concernant la "francisque" de François Mitterrand.

Ils sont fous ces Vannetais ! Pour répliquer au programme de démoustification en cours en Bretagne, ils lancent un programme de démythification.

Ils s'attaquent à Jules Ferry, pas celui qui bossait pour la laïcité et l'école pour tous, mais l'autre, son double, son clone comme on dit maintenant, le promoteur de la colonisation et le raciste qui déclarait au parlement : **"Il faut dire ouvertement que les races supérieures ont un droit vis-à-vis des races inférieures... Elles ont le droit de les civiliser !"** Scandale et interrogations dans les chaumières rénovées après que l'école vannetaise Ferryjulienne fut "débaptisée"...

Puis voici qu'ils s'occupent d'un autre raciste mythique et honoré, le Trégorrois Ernest Renan. Breton qui plus est, ce qui n'a jamais rien prouvé, l'inverse non plus. *"Les Hommes ne sont pas égaux..."* Sexiste : *"Il est sûrement impossible que la femme participe directement à la vie politique..."*. Anti-démocrate : *"La démocratie fait notre faiblesse militaire et politique..."* Ils demandent à la mairie de changer le nom de sa rue !

Il paraît que ces Vannetais iconoclastes ont à leur programme pour les semaines à venir : Céline, Giono, Cousteau, Montherlant, Proudhon, Jaurès, Bernanos, Giraudoux, Aymé et une foule d'hommes politiques de tous bords sont la liste est inter-minable. Minable étant bien le mot qui convient...

Dans les services techniques de la ville on calcule déjà les frais que représente cette campagne : 40 % des panneaux de rues et des noms d'écoles seraient à changer !

En pleine période pré-électorale ces Vannetais ont aussi lancé un grand concours en demandant aux citoyens moyens de répondre aux questions suivantes : En quelle année le papa de Mazarine, François Mitterrand, ancien président de la République, a-t-il reçu la *"francisque"*, décoration qu'il fallait demander, comme la légion d'honneur, et qui était accordée aux fidèles du maréchal Pétain. Etait-ce en 1941, 1942, 1943 ou 1944 ? Question subsidiaire : Quel numéro portait sa décoration ? Premier prix : un voyage à Jarnac à pieds !

Bon ; si on se met à tout mélanger, les petits et les gros et à juger tout cela suivant les mêmes critères en Bretagne et en France, où va-t-on ? Les demandes de pardon, ça va être pire qu'au Vatican et Al Louarn jubile !

AL LOUARN

PEUPLE BRETON SERVICE

A notre local de Saint-Brieuc, Sylvie assure à mi-temps le secrétariat du ***Peuple Breton***. Ses permanences ont lieu :

Lundi et Vendredi :
de 9 h à 11 h 30 / 14 h à 16 h 30
et le mardi de 14 h à 18 h

Si vous avez besoin de précisions sur votre abonnement, envie de renseignements divers, ou simplement des demandes, des propositions ou des suggestions à formuler, n'hésitez pas à appeler

notre jeu du mois



Photo Le Peuple Breton

Manifestation du 25 mars à Saint-Aubin-du-Cormier : plus de mille participants, menés par un zombie en armure médiévale...

En fait, sous cette armure, traînant aux pieds, tel un boulet, un assortiment d'ordures ménagères, se cache un membre du bureau politique de l'UDB.

Celui qui trouve son identité gagne un livre !

(Ecrire Le Peuple Breton, 9 rue Pinot-Duclos, 22000 Saint-Brieuc).

Abonnez-vous au Peuple Breton

NOM ..... Prénom .....

Adresse .....

.....

● Souscrit un abonnement ❑
un réabonnement ❑

– tarif normal : 200 F
– tarif de soutien : à partir de 220 F
– étranger : 240 F et plus
– étranger par avion : 270 F et plus
à partir de N° inclus

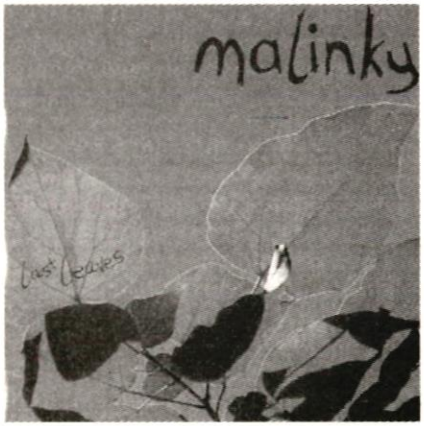
● Prélèvement automatique mensuel
❑ minimum 20 F
❑ de soutien : 23 F - 25 F - 35 F
(Joindre un relevé d'identité bancaire)

● **Ci-joint le règlement par :**
❑ **chèque postal**
❑ **chèque bancaire**
❑ **mandat-lettre**
à l'ordre du
"Peuple Breton/Pobl Vreizh"

9 rue Pinot Duclos, 22000 SAINT-BRIEUC - C.C.P. RENNES 2365-76

Musiques de Celtie

MALINKY - LAST LEAVES
(Greentrax Records CDTRAX 190 - Celtic Distribution)



En 1925, des esprits chagrins avaient prédit la disparition rapide de la chanson d'auteur en Ecosse, à la publication des *"derniers feuillets (last leaves) de ballades traditionnelles écossaises"* par un poète renommé de l'époque.

Depuis, la chanson écossaise a pris une revanche éclatante, et les membres du groupe Malinky ne sont pas les derniers à le prouver. Formé il y a à peine deux ans autour de la chanteuse Karine Polwart, Malinky est dès ses débuts, remarqué au folk club d'Edimbourg, où il se produit régulièrement. Leurs apparitions de plus en plus fréquentes sur les scènes écossaises, les conduisent en 1999, au festival *Celtic Connections* à Glasgow, où ils gagnent un des prix les plus convoités.

Leur premier album **Last Leaves** fait la part belle aux ballades traditionnelles, mais il comprend également deux excellentes chansons composées par Karine, dont l'une magnifique à la mémoire des femmes de Bosnie massacrées par les Serbes en 1995. Figure aussi un titre écrit par Davy Steele, actuel membre du groupe Battlefield Band, et producteur du présent album, pour son grand-père blessé à la bataille de la Somme en 1916.

La voix de Karine Polwart est parfaitement posée, les textes des chansons fort intéressants, et les arrangements musicaux ne sont pas sans rappeler ceux de feu Planxty.

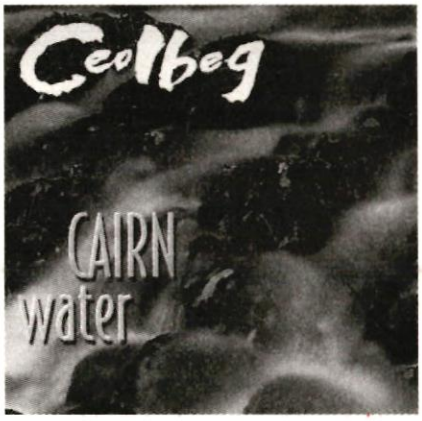
Un jeune groupe tout ce qu'il y a de plus prometteur.

CEOLBEG - CAIRN WATER
(Greentrax Records CDTRAX 188 - Celtic Distribution)

Déjà vingt ans qu'ils tournent ensemble sur les scènes d'Ecosse et du monde entier, en dépit de quelques changements internes inévitables au cours de leur déjà longue carrière. Vingt ans, et un sixième album **Cairn Water** qui vient de sortir chez Greantrax, le label de Ian D. Grean.

Autour du noyau originel formé de Wendy Stewart à la harpe, Colin Matheson à l'accordéon et aux claviers, Peter Boond à la flûte ou Gary West aux pipes, nous retrouvons Rod Paterson à la guitare, et, dernière recrue, Mike Travis aux percussions.

Le présent album est dans le droit fil des précédents, c'est-à-dire un mélange subtil d'airs traditionnels et de ballades composées par quelques-uns des membres du groupe, comme la superbe **Cairn Water** due au talent de W. Stewart.

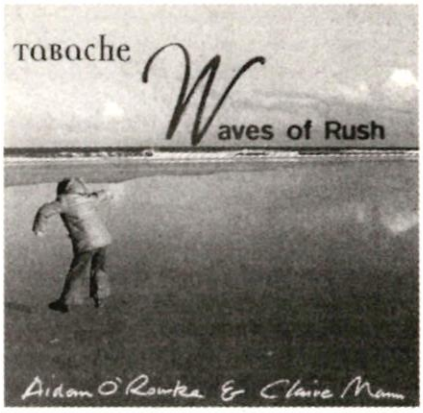


Présent également un texte de Robert Burns, comme sur chaque album, pour rappeler que Ceolbeg sait honorer un poète originaire de la même région qu'eux. La plupart des chansons sont d'ailleurs écrites dans le dialecte des Lowlands (sud de l'Ecosse).

La combinaison de tout cela nous donne une musique tonique et gaie, qui affiche sans honte une identité écossaise très forte, et un album qui se laisse écouter.

TABACHE - WAVES OF RUSH
(Lochshore Records CDLDL 1283 - Celtic Distribution.)

Aidan et Claire se sont rencontrés en 1994, et depuis ils forment à deux, le noyau du groupe Tabache. Aidan O'Rourke vient de l'île de Seil sur la côte ouest des Highlands, mais ses racines familiales se situent dans le Donegal, en Irlande. Il a commencé à jouer du fiddle à l'âge de 9 ans, et dès ses 14 ans, il gagnait de nombreux prix dans toute l'Ecosse. Puis à 16 ans, le voilà sur les routes pour des tournées en Europe et aux USA, avec des groupes comme Tannas ou Deaf Shepherd, et même Capercaillie.



Claire Mann quant à elle, est originaire du nord-est de l'Angleterre, mais elle vit depuis de nombreuses années à Edimbourg. C'est une multi-instrumentiste accomplie, puisque dès 8 ans elle apprenait le fiddle. Puis à 10 ans, c'était le whistle qui avait ses faveurs, et tout naturellement à 12 ans, elle se tournait vers la flûte traversière. Elle aussi, tout au long de son adolescence, remportait de nombreux prix, tant en Ecosse qu'en Irlande, dans les trois instruments qu'elle maîtrise parfaitement.

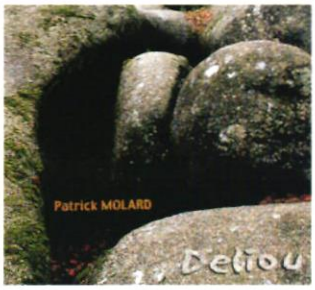
Après avoir produit un premier album en 1996, *Are you willing ?*, les revoici avec leur second opus **Waves of Rush**. Celui-ci, produit par Donald Shaw (Capercaillie), est un mélange équilibré de morceaux traditionnels et de compositions originales d'Aidan. Témoin le premier morceau qui donne son titre à l'album, et fait référence à une plage très réputée du nord de Dublin. L'ajout de guitares, de claviers et de percussions, contribue à apporter à l'album une nette touche contemporaine. Quelques chansons interprétées par Claire, agrémentent l'ensemble. Parmi celles-ci, *Helen of Kirkconnel*, empruntée à feu Kornog, dont la mélodie est mise en valeur par quelques impros au fiddle.

Un disque honnête. Un groupe à découvrir.

Philippe COUSIN

Selaouit

par Pierre Morvan



Patrick MOLARD : « Deliou » (L'OZ Production, Naïve, NV 3541-1L'OZ 29)

Connu et reconnu comme l'un des meilleurs spécialistes de la cornemuse, sous toutes ses formes, bardé d'une expérience musicale « hénaurme » et de quelques trophées prestigieux, Patrick Molard nous offre ici un album à tiroirs, fait de surprises et de moments forts, de détours et de rencontres. Ce n'est pas rien de voir réunis, pour la première fois depuis 1976, les trois frères Molard, et de les retrouver aux côtés de quelques grands noms, Yves Berthou, talabarder confirmé, Mick O'Brien, virtuose du uillean pipes, Jacques Pellen, que l'on ne présente plus... Et surtout Kalinka Vulcheva, soliste du fameux Mystère des Voix Bulgares, qui chante, dans sa langue ou en breton, sur deux titres, « ***Kalinka*** » et « ***Deliou*** ».

Autres plages remarquables de cet album superbe, « ***Flame of Wrath for Squinting Patrick*** », un fabuleux morceau de pibroch, une belle flambée que les trois Molard et Jacques Pellen s'ingénient à sculpter avec finesse et précision, et « ***Bloavezh Mad***», qui permet de découvrir, sans être forcément convaincu, la voix du musicien. Un grand disque.

Patrick MOLARD : «Biniou Braz» (Cinq Planètes, L'Autre Distribution, CP 022972)

Sorti bien avant «***Deliou*** », « ***Biniou Braz*** » nous présente ce que peut être, ce qu'est l'équivalent breton du pibroch (ou piobaireachd) écossais. Patrick Molard y interprète, à la cornemuse solo, de nombreuses pièces du répertoire traditionnel breton ou des compositions plus récentes, écrites par Melaine Favennec ou tirées du « Biniaouerezh » de Pe-rig Herbert. Marches du pays de Carhaix, mélodies vannetaises ou gavottes des montagnes se succèdent pour construire ce qui apparaît à la fois comme une belle performance et une rareté.

RICARD

« Un pétard ou un Ricard / Si t'as vraiment le cafard / A choisir y'a pas photo / Moi je choisis le maroco ». Les fins limiers nantais n'ont pas goûté la poésie de ces paroles pourtant marquées au coin d'un certain bon sens. Le proc' non plus, qui préfère peut être le Ricard au pétard.

Du coup les musiciens du groupe brestois Matmatah, leur manager et leur éditeur risquent, solidairement, une amende qui pourrait bien avoisiner les 300 000 francs... Une telle sanction, dangereuse pour la liberté d'expression, mettrait surtout en évidence l'hypocrisie d'une société qui refuse de regarder la réalité en face. Une société qui se cache derrière son petit doigt et ne veut voir qu'une tête (de gondole). Réponse du tribunal le 19 joint, pardon, juin.



GWERZ : « Live » (Coop Breizh, GWP 001)

Réédition bienvenue d'un disque paru en 1993 et épuisé depuis. Pour les fidèles du Peuple Breton, je leur conseillerai simplement de se reporter au numéro 358 (octobre 93) de leur mensuel bien-aimé. Pour les autres, ils peuvent acheter les yeux fermés: l'album « live » de Gwerz n'a pas pris une seule ride et l'émotion est toujours intacte.



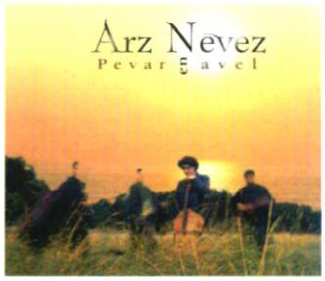


TROUZERION : « Ataù Biù » (EOG Production, Diffusion Breizh, EOG 106)

...Ou quand quatre solides gaillards du pays vannetais s'attachent à valoriser le répertoire de leur bro d'origine en lui donnant au passage un « p'tit coup d'jeune ». Voilà comment, sur des airs fredonnés depuis toujours, on parle de la guerre d'Algérie (« ***Brezel en Aljeri*** ») ou de ces « jacobins atteints de surdité et d'aveuglement » (« ***Damp d'en Elize*** »). Voilà aussi comment, sur un « ton bras de vêpres catholiques », on prodigue quelques bons conseils pour ne pas attraper le sida ! Les Trouzerion ? Des faiseurs de bruit irrévérencieux en diable.

ARZ NEVEZ : « Pevar en Avel » (Griffe, Distribution Sony Music, GRI 19 123-2)

« ***Pluie de cordes sur la Bretagne*** », nous annonçait-on lors de la sortie de « ***Kerden*** » (1), compilation des meilleurs guitaristes de Bretagne. Préparez vos pépins car voici venir une nouvelle ondée, avec Arz Nevez, quatuor à cordes de la région lorientaise et son premier album, « ***Pevar en Avel*** », un titre qui pourrait bien passer pour une évocation des Beatles - quatre garçons dans le vent - si la formation ne pratiquait pas la stricte parité, tellement à la mode aujourd'hui...



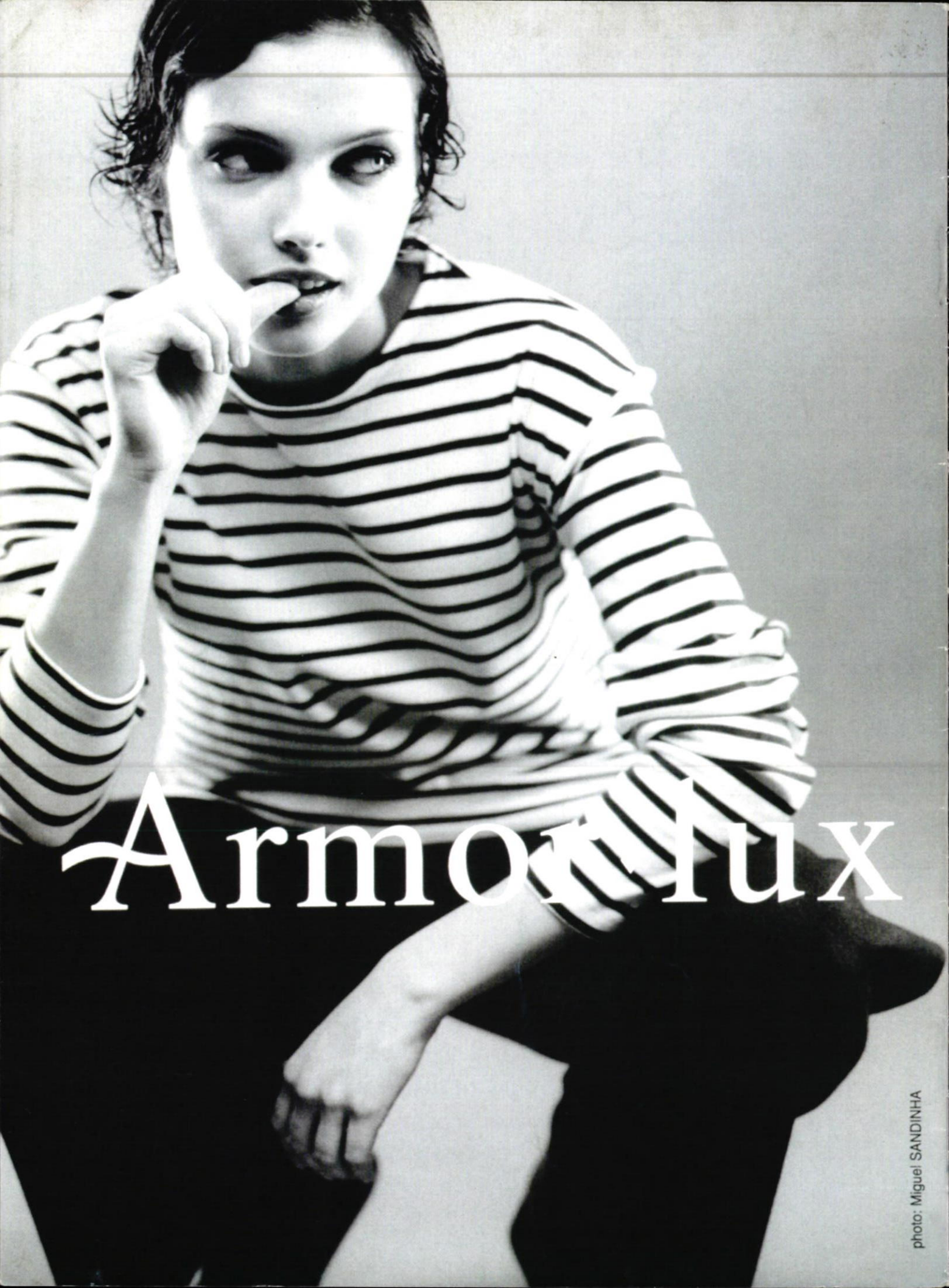
Le guitariste Yves Ribis, à qui l'on devait - déjà - le disque « ***Kalon ur Vamm*** » (2) sur lequel intervenait - déjà - le quatuor, signe la quasi totalité des compositions et des arrangements des morceaux traditionnels interprétés avec beaucoup de talent, d'inspiration et de conviction par Hélène Le Flecher-Kalonneg et Youenn Lorec (violons), Kristina Omnes (violoncelle) et Eric Lavarec (alto).

De formation classique, mais animés par la double volonté de rendre un hommage à leur « terre natale » et de jeter une passerelle entre deux genres musicaux, deux cultures qui, il est vrai, ne se rencontrent pas si souvent, les quatre instrumentistes d'Arz Nevez ne ratent pas leur cible. Le mariage est réussi, ce que confirme l'écoute de « ***Gouel ar c'hanked*** » ou de « ***Kimiad Iwerzhon*** ». L'hommage est appuyé, avec la reprise de morceaux très (« ***Enez Eusa*** »), voire même trop connus (« ***Deomp da Pont-Aven*** »).

Venus en amis, le premier avec sa flûte et l'une de ses compositions, «***Gwez Kren en Noz***», la seconde avec sa voix de Loeroù Ruz sur « ***The May Morning Dew*** », Jean Michel Veillon et Véronique Bourgeot peuvent témoigner de la sincérité de l'entreprise. Arz Nevez fait passer un brise rafraîchissante sur la Bretagne.

(1) PB n° 417, septembre 98

(2) PB n° 425, mai 99


Armoulux
photo: Miguel SANDINHA